



p.3

**Le Makhzen  
«dépisté»  
par l'axe  
Alger-  
Nouakchott**

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE LE RÉAFFIRME :

# «L'Algérie ne tolère aucune ingérence dans ses affaires»



© Photo : DR

Dans son discours, hier, à la cérémonie d'ouverture de la Conférence des chefs de missions diplomatiques et consulaires algériennes, le Président Abdelmadjid Tebboune a appelé les membres des missions diplomatiques et consulaires algériennes à préserver les intérêts supérieurs du pays et à protéger sa sécurité nationale et sa souveraineté. «Les défis qui se posent à nous sont plus graves dans le contexte des crises multidimensionnelles que connaît notre région et des foyers de tension dans plusieurs Etats voisins, notamment au Sahara occidental avec la reprise des hostilités militaires armées entre le Front Polisario et les forces d'occupation marocaines».

p.2

RAMTANE LAMAMRA :

## «Donner un nouveau souffle à l'activité diplomatique»

p.2



HAKKAR ÉVOQUE UN SECTEUR «INTÉRESSANT POUR INVESTIR»

**Le NAPEC s'ouvre sur la grande ambition du renouvelable**

p.3

CONFÉRENCE DE PRESSE DE DJAMEL BELMADI :



**«Nul ne peut nous déstabiliser»**

p.16



## COP26

### Moualfi prend part à une réunion des ministres africains de l'Environnement

La ministre de l'Environnement, Samia Moualfi, a pris part, hier, à Glasgow (Royaume-Uni), à une réunion de concertation des ministres africains de l'Environnement, organisée en marge des travaux de la COP26, a indiqué un communiqué du ministère. Accompagnée des cadres de son département, Mme Moualfi a participé, en marge des travaux du sommet de l'ONU sur le climat, à une réunion de concertation des ministres africains de l'Environnement, et ce, dans le cadre du deuxième segment de haut niveau de la COP26 (prévu du 8 au 12 novembre), a précisé la même source.

## MÉDIAS

### Signature d'un accord de coopération médiatique entre l'APS et l'ANSA

L'Agence Algérie presse service (APS) et l'agence italienne de presse (ANSA) ont signé, lundi à Alger, un accord de coopération portant sur l'échange des contenus informationnels et des expériences dans le domaine médiatique, dans la foulée des différentes mutations dans ce secteur. Cet accord a été signé pour l'APS par son Directeur général, Samir Gaïd et pour l'ANSA par le Président-directeur général (P-dg), Stefano Piero Carlo Di Alissandri, lors d'une cérémonie à laquelle a assisté l'ambassadeur d'Italie à Alger, Giovanni Pugliese.

## ENTREPRENEURIAT

### L'ANADE lance une plate-forme numérique dédiée aux élèves

Une plate-forme numérique permettant aux élèves des trois cycles de l'Education nationale de déposer leurs projets de création d'une entreprise pour être évalués par l'Agence nationale de l'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) a été lancée lundi à Alger. Le lancement de cette plate-forme a été organisé au niveau du lycée Mohamed Issia-khem de Chéraga, à l'Ouest de la capitale.

Le président Tebboune le réaffirme :

# «L'Algérie ne tolère aucune ingérence dans ses affaires»

Dans son discours, hier, à la cérémonie d'ouverture de la Conférence des chefs de missions diplomatiques et consulaires algériennes, le Président Abdelmadjid Tebboune a appelé les membres des missions diplomatiques et consulaires algériennes à préserver les intérêts supérieurs du pays et à protéger sa sécurité nationale et sa souveraineté.

«Les défis qui se posent à nous sont plus graves dans le contexte des crises multidimensionnelles que connaît notre région et des foyers de tension dans plusieurs Etats voisins, notamment au Sahara occidental avec la reprise des hostilités militaires armées entre le Front Polisario et les forces d'occupation marocaines». «Notre lecture du contexte international dans lequel évolue notre diplomatie ne saurait être exhaustive sans évoquer les menaces directes visant à affaiblir l'Algérie, par le biais d'une guerre de quatrième génération dans le cadre d'un vaste plan ciblant, au-delà de l'Algérie, l'Afrique et le Moyen-Orient», a ajouté le président de la République.

«Vous devez être animés du même sens de l'engagement et du sacrifice que vos prédécesseurs pour préserver les intérêts supérieurs de l'Algérie et riposter avec vigueur aux manœuvres hostiles visant notre sécurité nationale», a lancé le Président Tebboune aux membres des missions diplomatiques.

La crise libyenne «continue d'être l'objet de tiraillements à cause des interventions étrangères, de même que la situation au Sahel qui perdure sous l'effet de multiples facteurs, dont les différends multiformes et la prolifération de la menace terroriste et du crime organisé sous toutes ses formes», a encore affirmé le président de la République.

Il les a appelés à renforcer le rôle de la diplomatie algérienne sur le plan international. A propos des relations avec l'Union européenne, le Président Tebboune a affirmé que l'Algérie ne tolérerait dans le cadre de ses relations bilatérales avec ses partenaires européens, aucune ingérence dans ses affaires internes et demeurera disposée à établir des liens fondés sur le respect mutuel et à s'engager au respect total du principe de l'égalité souve-



■ L'événement phare de l'activité diplomatique sera la réunion de la Ligue arabe que l'Algérie organisera et dont le Président Tebboune a annoncé qu'elle se tiendrait au mois de mars prochain à Alger. (Photo: D.R)

raîne des Etats. Le président de la République a abordé plusieurs questions liées aux activités dans l'Union africaine et dans le monde

arabe. L'événement phare de l'activité diplomatique sera la réunion de la Ligue arabe que l'Algérie organisera et dont le Prési-

dent Tebboune a annoncé qu'elle se tiendrait au mois de mars prochain à Alger. Pour le président de la République, le prochain Sommet arabe sera une occasion pour le renouvellement des engagements des pays arabes dans le soutien à la cause palestinienne, sur la base de l'Initiative arabe de paix.

Le Sommet portera également, a-t-il ajouté, sur la réforme de la Ligue conformément à la vision d'un travail arabe commun. Le chef de l'Etat a abordé la question de l'Union africaine (UA) attirant l'attention sur les tentatives de déstabilisation qui la vise.

Le renforcement de l'UA et sa protection contre les manœuvres et les tentatives malveillantes visant son unité seront parmi les priorités de notre travail diplomatique, a-t-il fait savoir. Le Président Tebboune a souligné que la priorité doit être accordée à la préparation de l'entrée de l'Algérie au Conseil de sécurité de l'ONU entre 2024 et 2025. L'Algérie doit entretenir des relations solides avec les pays qui partagent ses positions sur les questions régionales. Il a appelé à restaurer les relations fortes avec Cuba et le Venezuela.

Concernant la communauté nationale à l'étranger, le Président Tebboune a rappelé son engagement à défendre n'importe quel Algérien partout dans le monde, même s'il est loin, car il est sous la protection de l'Etat. Il a exhorté les chefs de missions diplomatiques et consulaires algériennes à mobiliser les avocats dans ce but. La cérémonie d'ouverture de la Conférence des chefs de missions diplomatiques et consu-

Ramtane Lamamra :

## «Donner un nouveau souffle à l'activité diplomatique»

■ Dans sa déclaration, hier, lors de la cérémonie d'ouverture de la Conférence des chefs de missions diplomatiques et consulaires algériennes, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger Ramtane Lamamra a souligné l'intitulé de cette rencontre, la première du genre : diplomatie algérienne et défis internationaux pour la nouvelle Algérie. Elle se tient à l'initiative du Président Abdelmadjid Tebboune et s'inscrit dans le contexte de dynamique sans précédent de l'appareil diplomatique de notre pays, grâce aux décisions prises par le président de la République récemment, consistant en la nomination de près de 80 chefs de missions diplomatiques et consulaires à l'étranger.

Par ailleurs, sept postes d'envoyés spéciaux en charge des activités internationales de l'Algérie ont été créés, selon des axes qui reflètent les intérêts et les priorités de notre pays au stade actuel. Le ministre a indiqué que ce mouvement se poursuivra avec l'achèvement des nominations à la tête des structures centrales de la diplomatie algérienne et avec l'organisation des concours généraux pour soutenir sa base en recrutant des dizaines de diplomates dans les rangs des attachés et commis du ministère des Affaires étrangères. Ramtane Lamamra a expliqué que ce processus global aura un grand impact pour donner un nouveau souffle à l'activité diplomatique. Car il prend en compte les facteurs professionnels qui consacrent la volonté du président de la République de renouveler et de rajeunir le secteur. Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a souligné le souci d'augmenter le pourcentage de représentation des femmes tout en renouvelant la riche expérience d'un certain nombre de hauts fonctionnaires dans une approche intégrée visant à renforcer la capacité de notre diplomatie à interagir et à influencer à tous les niveaux.

Ramtane Lamara a souligné que la diplomatie algérienne est aujourd'hui appelée à redoubler d'efforts et à travailler pour suivre le rythme des objectifs stratégiques de la politique du calendrier national. Ce que le président de la République s'est engagé à incarner dans le processus de construction d'une Algérie nouvelle. Le ministre a mis l'accent sur la coordination des efforts avec les autres institutions de l'Etat pour tout ce qui touche à l'action extérieure de l'Algérie, en particulier dans le domaine économique. Dans ce sens, des recommandations seront émises par la Conférence

L. A.

## REPÈRE

Assassinat de trois Algériens par les forces marocaines

### «L'Etat œuvre à la sécurisation de toutes les régions du pays»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud, a affirmé, lundi à Alger, que l'Etat œuvrait à la sécurisation de toutes les régions du pays, et ce, suite à l'assassinat qui a coûté la vie à trois ressortissants algériens qui effectuaient la liaison Nouakchott-Ouargla. «Nous œuvrons à sécuriser toutes les régions du pays», a indiqué M. Beldjoud dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la première session du Comité bilatéral frontalier algéro-mauritanien, qualifiant l'assassinat des trois ressortissants algériens d'«acte criminel lâche perpétré par le Makhzen». Le ministre mauritanien de l'Intérieur et de la Décentralisation, Mohamed Salem Ould Merzoug a souligné, de son côté, que son pays allait «continuer à assurer le bon voisinage et la paix et respecter les chartes du droit international», ajoutant que les relations «historiques» entre l'Algérie et la Mauritanie «se caractérisent par le bon voisinage et le travail au mieux des intérêts des deux pays et des deux peuples frères».



laire algériennes, qui s'est tenue au Palais des Nations au Club des Pins (Alger), s'est déroulée en présence notamment du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, et du Général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP). Le Président Tebboune a fait savoir que cette réunion se tiendra tous les ans ou 36 mois pour évaluer l'image de l'Algérie à l'étranger.

Lakhdar A.

Voir sur Internet  
[www.lnr.dz.com](http://www.lnr.dz.com)



Coopération bilatérale renforcée sur tous les plans

## Le Makhzen «dépisté» par l'axe Alger–Nouakchott

**Le crime de guerre perpétré par l'armée colonialiste marocaine contre trois ressortissants algériens, des commerçants, exerçant sur la liaison commerciale et économique Nouakchott-Ouargla, a forgé la détermination de l'Algérie et de la Mauritanie dans le renforcement de leur économie frontalière et leur sécurité régionale conjointe. Une coopération qui promet beaucoup et une réplique foudroyante envers le mauvais voisin.**

Les deux ministres de l'Intérieur, Algérien et son homologue Mauritanien, respectivement Kamel Beldjoud et Mohamed Salem Ould Merzoug, se sont réunis, hier à Alger, dans le cadre de l'ouverture de la 1<sup>ère</sup> Session du Comité bilatéral frontalier, et ce au lendemain de l'attaque criminelle perpétrée par les forces de l'armée colonialiste marocaine contre de paisibles commerçants algériens travaillant sur l'axe commerciale Nouakchott-Ouargla.



■ Beldjoud : « Cette commission sécuritaire proposera des mesures garantissant la sécurité des deux pays et l'intégrité de leurs citoyens ». (Photo : D.R.)

Les deux ministres se sont convenus à créer une commission sécuritaire conjointe chargée de sécuriser les frontières des deux pays. Sur ce plan, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud, a appelé hier à Alger les experts sécuritaires en Algérie et en Mauritanie à poser le premier jalon pour la création de cette future commission sécuritaire conjointe algéro-mauritanienne. Le ministre de l'Intérieur a précisé que « cette commission sécuritaire proposera des mesures garantissant la sécurité des deux pays et l'intégrité de leurs citoyens », à l'occasion de l'ouverture des travaux de la pre-

mière session du Comité bilatéral frontalier algéro-mauritanien, ajoutant que la création de cette commission sécuritaire dans la conjoncture actuelle « est plus que nécessaire pour relever les défis sécuritaires transfrontaliers ». Elle contribuera à « contrecarrer toute menace à notre sécurité commune, notamment sur la bande frontalière », a-t-il poursuivi. Par ailleurs, et sur le plan économique, les travaux de la première session du Comité bilatéral frontalier algéro-mauritanien ont débuté lundi à Alger, sous la co-présidence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, et son homo-

logue mauritanien, Mohamed Salem Ould Merzoug. Parmi les participants à cette réunion de deux jours figurent les walis d'Adrar et de Tindouf et le wali de Tris Zemmour (Mauritanie), ainsi que des représentants ministériels et des services de sécurité des deux pays. Comprenant des régions de compétence, en l'occurrence la wilaya de Tris Zemmour (Mauritanie) et celle de Tindouf (Algérie), le comité bilatéral a plusieurs missions à accomplir, notamment le renforcement des opportunités d'investissement, la réalisation des projets de partenariat communs dans les secteurs prioritaires au niveau des zones frontalières communes, la promotion et l'intensification des échanges économiques, commerciaux, culturels et sportifs, en sus du désenclavement des populations de ces zones frontalières. Les échanges commerciaux entre les deux pays maghrébins ont connus, en octobre 2021, une évolution très remarquable et prometteuse. Une relance économique qui a permis le 22 octobre passé le lancement, par le complexe d'ammoniac « Sorfert » d'Ain Bia (Oran), d'un premier chargement d'urée granulée destinée à l'exportation vers la Mauritanie à partir du port d'Arzew, dans le cadre d'un contrat portant sur 20.000 tonnes de ce produit, et ce en présence de l'ambassadeur de la Mauritanie en Algérie, Weddadi Sidi Haiba et des responsables de Sorfert.

Sofiane Abi

### BRÈVE

#### Salon Batimatec

**200.000 visiteurs attendus pour la 23<sup>ème</sup> édition**

Quelque 200.000 visiteurs sont attendus à la 23<sup>ème</sup> édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics "Batimatec", ouvert dimanche au Palais des expositions à Alger, selon les organisateurs. « Cette manifestation économique devrait accueillir quelque 200.000 visiteurs, et permettre aux professionnels de bénéficier de nombreux contacts et rencontres ciblées, en vue de relations d'affaires », présume la société Batimatec Expo dans un communiqué. Le Salon, qui a atteint un « haut niveau de maturité et performance » après plus de deux décennies d'existence, « ne manquera pas de susciter un "grand intérêt" de la part des professionnels et du grand public dans un contexte de relance économique tel que tracé dans la Feuille de route du Gouvernement, et de redynamisation de tous les secteurs économiques, dont notamment le secteur de construction, véritable locomotive de développement », indique-t-on dans le même texte. Procédés, équipements et matériaux de construction, services, environnement, innovation, nouvelles technologies, bâtiment intelligents, sécurité des chantiers, urbanisme, mais aussi nombre d'autres domaines liés au secteur du bâtiment, seront passés en revue lors du Salon, à travers les stands d'exposition et via un « riche » programme de conférences, de rencontres techniques, d'ateliers de démonstration, de concours d'architecture et de conférences de presse, relève-t-on.

Agence

Hakkar évoque un secteur « intéressant pour investir »

## Le NAPEC s'ouvre sur la grande ambition du renouvelable

Le Président-directeur général de la compagnie publique des hydrocarbures Sonatrach, Toufik Hakkar a inauguré, hier, la 10<sup>e</sup> édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures à l'échelle méditerranéenne et africaine, NAPEC 2021. Dans son discours d'ouverture, M. Hakkar est revenu sur la stratégie nationale mise en place en faveur des énergies renouvelables, précisant ainsi les orientations de la politique énergétique de l'Algérie à l'horizon 2050. L'objectif de ce plan est de garantir l'efficacité énergétique et l'économie d'énergie pour améliorer la gestion de cette source, mais surtout anticiper les besoins futurs de l'énergie de l'Algérie. Garantir la sécurité et l'efficacité énergétique est le défi de tous les pays du monde, notamment, des pays africains producteurs de pétrole et du gaz qui tentent de s'extirper de leur dépendance aux énergies fossiles.

Le groupe Sonatrach compte désormais renforcer ses investissements dans les renouvelables, et s'engage ainsi sur de nouveaux objectifs avec ses partenaires, a fait savoir, M. Hakkar qui a évoqué, lors de l'ouverture de cet événement international, les nouveaux « défis du secteur de l'éner-

gie et des hydrocarbures dans la région MENA et Euromed ». Selon lui, la Sonatrach devra transformer les contraintes causées par la crise sanitaire du Covid-19 qui a bouleversé l'évolution du marché mondial du pétrole et du gaz en une opportunité.

Un avis que partage le secrétaire général du ministère de l'énergie, M. Abdelkrim Aouissi, affirmant qu'« il est temps d'amorcer de nouveaux axes d'investissement dans le domaine des hydrocarbures plus respectueux de l'environnement ». Pour lui, « les retards énormes occasionnés par la crise sanitaire, ont été des motivations pour revoir toute la stratégie de production des hydrocarbures et des énergies.

Cette rencontre sera l'opportunité pour échanger les expériences et les méthodes les plus appropriées pour réadapter ces productions à la situation actuelle, et ce, dans l'optique d'arriver à l'horizon 2050 », a-t-il ajouté. Le NAPEC est le plus grand Salon professionnel international des hydrocarbures et de l'énergie en Afrique et en Méditerranée dédié au Nord-Africain. Un rendez-vous incontournable pour les entreprises nationales pour séduire les investisseurs étrangers afin de réaliser leurs ambitions de déve-

loppement durable. Une occasion pour la Sonatrach et d'autres sociétés de nouer des partenariats et encourager la transition énergétique et soutenir les technologies propres. Combiner ainsi entre l'économie d'énergie et le renouvelable. L'Algérie a déjà mis en place de nouvelles stratégies de développement de l'énergie durable et celles de la décarbonisation. Des débats élargis aux organisations de lutte pour le climat seront animés, au cours de cette édition du NAPEC. « Le NAPEC 2021, qui a lieu au même moment que la COP26 de Glasgow, se tiendra sous le signe de la décarbonation et de l'objectif zéro carbone d'ici la fin du siècle en cours », a indiqué, M. Abdelkrim Aouissi, assurant que « les énergies renouvelables et le mix-énergétique, sont la clé qui permettra à l'Algérie de réussir rapidement sa transition énergétique ». Annulé en 2020 à cause de la pandémie, le NAPEC reprend cette année avec la participation de plus de 600 opérateurs, sociétés de technologies et de services venant de 45 pays. Il accueille, également, la deuxième session des jeunes professionnels qui se déroulera du 8 au 11 novembre en cours.

Samira Takharboucht

### COOPERATION

#### Algérie-Turquie

## Tenue mercredi de la 11<sup>ème</sup> session de la commission mixte de coopération économique

La 11<sup>ème</sup> session de la commission mixte intergouvernementale algéro-turque de coopération économique, scientifique et technique, se tiendra mercredi prochain à Alger, a indiqué avant hier un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines.

Précédée mardi par des réunions techniques au niveau des experts des deux pays, la commission sera co-présidée par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre turc de l'Énergie et des Ressources naturelles, Fatih Donmez, a précisé la même source.

Ainsi, un forum d'affaires dédié à l'énergie sera organisé à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), en marge des travaux de la commission, et ce, en présence des deux ministres, ajoute le document.

En outre, le ministère a rappelé que cette 11<sup>ème</sup> session se tient en application de l'Accord de coopération économique, scientifique et technique signé entre l'Algérie et la Turquie le 20 octobre 1983. Ce mécanisme de coopération bilatérale permettra aux deux pays de faire une évaluation de cette coopération depuis la dernière session tenue à Istanbul en septembre 2012 et d'examiner les voies et moyens de son renforcement dans tous les domaines d'intérêt commun. Les travaux de la commission interviennent dans un contexte marqué par l'évolution « positive » des relations entre l'Algérie et la Turquie et la volonté des deux pays de développer et de renforcer la coopération bilatérale sur le plan économique, commercial, culturel, scientifique et technique, note la même source.

Pour rappel, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a appelé, dans son discours lors de l'ouverture du Forum économique Turquie-Afrique en octobre dernier, au renforcement de la coopération économique entre l'Algérie et la Turquie en exploitant toutes les opportunités de partenariat disponibles entre les deux pays. Selon un communiqué du ministère, M. Zeghdar a salué les bonnes relations entre l'Algérie et la Turquie, soulignant la volonté des deux pays de renforcer les relations économiques et commerciales bilatérales. A l'occasion, le ministre a cité le volume des échanges commerciaux bilatéraux, qui s'élevaient à 4 milliards de dollars en 2018 et 2019, avant de baisser à 3 milliards de dollars en 2020 en raison de la pandémie du Covid-19.

Ainsi, la Turquie est le cinquième partenaire commercial de l'Algérie, tandis que l'Algérie est le deuxième partenaire commercial de la Turquie en Afrique, selon le même communiqué.

Manel Z.



## Lutte contre la spéculation

# Le projet de loi sur la table de la Commission des affaires juridiques de l'APN

**Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a présenté, dimanche après-midi, devant la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés à l'Assemblée populaire nationale (APN), un exposé sur le projet de loi relatif à la lutte contre la spéculation illicite, dans l'objectif de contrecarrer ce fléau et préserver le pouvoir d'achat du citoyen.**

M. Tabi a indiqué, dans son exposé présenté en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, que ce projet de loi visait à «contrecarrer ce fléau dangereux (spéculation) et préserver le pouvoir d'achat des citoyens», considérant qu'il s'agit d'un droit consacré par la Constitution dans son article 62 qui garantit les droits économiques des consommateurs et impose aux pouvoirs publics d'assurer la sécurité alimentaire et la santé et la salubrité publiques. Le projet de loi en question constitue «un cadre juridique qui sanctionne tout individu qui ose recourir au trafic ou à la spéculation des marchandises au détriment des citoyens», à travers «la lutte contre le phénomène du stockage notamment de produits de base en vue de déstabiliser le marché et augmenter les prix», a-t-il souligné, faisant savoir que ce phénomène «a pris de l'ampleur récemment» alors que le pays traversait une situation sanitaire difficile. La spéculation a provoqué «une pénurie et une hausse non justifiée des prix», qui a particulièrement touché «les produits de première né-



■ M. Tabi : «Ce Projet de loi définit les mécanismes de lutte contre la spéculation visant à garantir l'équilibre du marché et la préservation de la stabilité des prix». (Photo : DR)

cessité et directement liés au quotidien du citoyen et même à la santé publique», a-t-il ajouté, citant l'exemple le manque d'oxygène pendant la pandémie, devenu objet de spéculation. La spéculation, précise le ministre, est «tout stockage ou dissimulation des biens ou des marchandises dans le but de créer une pénurie sur le marché ou des perturbations dans l'approvisionnement». Il s'agit également de «toute augmentation ou baisse factice des prix des biens, des marchandises ou des titres directement ou indirectement, par le biais d'un intermédiaire, par des moyens électroniques ou tout autre moyen d'escroquerie». Le Projet de loi définit en outre la spéculation comme étant «la diffusion délibérément de fausses informations tendancieuses en vue de créer des perturbations sur le marché et augmenter les prix subitement sans aucun justificatif». Il s'agit également «de l'obtention, individuellement, collectivement ou sur la base de

conventions, d'un profit résultant de l'application naturelle de l'offre et la demande», a détaillé le ministre. Le Projet de loi, a-t-il ajouté, définit les mécanismes de lutte contre la spéculation visant à «garantir l'équilibre du marché et la préservation de la stabilité des prix», a ajouté le ministre qui n'a pas omis de mettre en exergue le rôle des Collectivités locales dans la lutte contre «ce fléau» ainsi que l'association de la société civile et les médias dans la sensibilisation à la promotion de la culture de consommation». Ce texte permet au Parquet la mise en mouvement automatique de l'action publique sur ces crimes. De même qu'il permet aux associations activant dans le domaine de la protection du consommateur ou toute autre personne ayant subi un préjudice de déposer une plainte auprès des juridictions et de se constituer partie civile dans les affaires relatives à ces crimes. Afin de donner le temps suffisant à la police judiciaire lors de l'en-

quête préliminaire dans la collecte des preuves, le Projet de loi autorise le renouvellement, à deux reprises, de la durée de garde à vue en vertu d'une autorisation écrite du procureur de la République compétent ainsi que la perquisition à tout moment sans autorisation». En ce qui concerne les dispositions pénales, le Projet de loi prévoit des peines privatives de liberté et des amendes selon une échelle graduelle logique ascendante des peines. Si le crime concerne des produits de base comme les céréales et leurs dérivés, le lait, l'huile, le sucre et les légumineuses, la peine peut aller jusqu'à 20 ans de prison et une amende de 10 millions DA. Cette peine pourrait être portée jusqu'à 30 ans de prison et une amende de 20 millions DA dans le cas où ce crime est commis dans des circonstances exceptionnelles ou lors d'une crise sanitaire, lors de la propagation d'une épidémie ou d'une catastrophe.

Djamila Sai

## Elections locales

# Choisir des représentants intègres et opérer un changement profond

Les candidats aux élections locales du 27 novembre courant ont mis en avant la nécessité d'élargir les compétences des élus locaux et la révision du code communal et de wilaya. Considérant que ce rendez-vous électoral, constitue une opportunité pour choisir des représentants intègres et opérer le changement souhaité à même, ont-ils observé, d'ériger la commune en véritable locomotive du développement local. Tous ont appelé les citoyens à participer à ces élections pour choisir des représentants, intègres, en mesure, ont-ils indiqué, d'opérer le changement souhaité et de relancer le développement local mais aussi et surtout, à reconsidérer le système de gestion des APC. Considérant que le succès de cette campagne électorale reste tributaire de la mobilisation des formations politiques, par le biais de leurs bases militantes et sympathisantes, et leur capacité à convaincre un électoral désormais exigeant. La participation massive à ces élections, a indiqué, avant-hier dimanche, le président du parti Sawt Echaab, Lamine Osmani, permettra de mettre fin aux anciennes pratiques ayant conduit à la perte de confiance du citoyen dans sa commune et son Etat en raison

des promesses non tenues pour la gestion de sa vie quotidienne. Invitant, à l'occasion, les citoyens à saisir l'opportunité de ces prochaines élections en vue de promouvoir les Assemblées communales et de wilayas et leur permettre de s'acquitter de leur rôle dans le développement, notamment en ce qui concerne l'accès aux postes d'emploi et l'amélioration du pouvoir d'achat. C'était lors de sa participation, aux côtés de nombre de candidats de son parti, à des rencontres de proximité organisées à la Place des Martyrs et à la cité Chaaibia dans la commune d'Ouled Chebel (Alger-Ouest). Pour ces candidats, la gestion des APC est tributaire des prérogatives des élus. Estimant que la satisfaction des besoins de leurs concitoyens et le règlement de leurs préoccupations est conditionné à davantage de prérogatives. Exprimant, à l'occasion, des priorités en matière de gestion locale. «Si l' élu local demeure tributaire de l'administration, de la centralisation et de la bureaucratie, il ne peut réaliser aucun développement ni croissance locale. L' élu local doit se libérer de toute tutelle pour décider des priorités à réaliser dans sa commune», relèvent les candidats du Rassemblement national démocratique (RND). Hier lundi, Tayeb Mokadem, membre du bureau national de cette formation politique, a estimé, à Bouira, que les élections, libres et transparentes, constituent l'un des piliers fondamentaux dans l'édification d'un véritable état de droit et de démocratie. Mettant l'accent sur l'importance du prochain rendez-vous électoral pour le choix des élus à travers les municipalités et les wilayas. «Il s'agit d'un scrutin qui doit rétablir la confiance et l'espoir au sein des citoyens pour bâtir un Etat de droit et de démocratie», a-t-il affirmé. Appelant, au passage, l'assistance à choisir les candidats du RND, qui, a-t-il dit, portent un engagement pour honorer le choix du peuple et pour répondre aux problèmes qu'endurent les citoyens à travers les communes. Pour sa part, la présidente du parti Tajamou Amel Al Djazair (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, a plaidé depuis Alger, en faveur de la révision du code communal en vue de l'adapter à l'évolution socio-économique du pays. «Les élections locales étaient cruciales pour aller vers un développement local prometteur», a observé, depuis El Oued, le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abou Fadhl Baadji.

Rabah Mokhtari

## NAVIRES BLOQUES

### Ministère des Transports

#### Levée du blocage pour deux navires bloqués à l'étranger

Deux navires bloqués dans des ports à l'étranger ont été libérés, en attendant le déblocage de deux autres bateaux au cours de cette semaine, a affirmé le ministère des Transports. Ces deux navires relevant de la Compagnie nationale algérienne de navigations CNAN-NORD et de la Compagnie nationale algérienne de navigation CNAN-Med, ont été bloqués en raison des problèmes commerciaux. Dans le cadre du suivi continu, par le ministère des Transports, de la situation des navires une réunion élargie à la cellule sectorielle de crise créée, a été tenue dimanche à cet effet au niveau du siège du ministère, a ajouté la même source. La rencontre a vu la présence de cadres du ministère, des Présidents-directeurs généraux (P-dg) et des directeurs généraux des différentes entreprises activant dans le domaine du transport maritime. Lors de cette rencontre, toutes les informations relatives aux navires bloqués, ont été analysées et traitées, en formulant des propositions pratiques afin de parvenir à des solutions aux problèmes techniques et financiers soulevés. Il s'agit également d'arrêter un calendrier pour débloquent ces navires tout en prenant les mesures nécessaires pour éviter de telles situations à l'avenir, ajoute le communiqué.

«Les efforts consentis, à cet effet, ont permis le déblocage de deux navires relevant de la CNAN MED. Il est également prévu le déblocage de deux autres navires relevant de la CNAN NORD, durant cette semaine», selon le ministère.

De son côté, le directeur général de la Compagnie nationale algérienne de navigation (CNAN-MED), Nourredine Koudil, a rassuré que «tout est pris en charge pour que ces navires bloqués puissent appareiller le plus tôt possible». Dans une déclaration à la radio nationale, le même responsable a précisé que le cargo «Timgad» est bloqué dans le port belge de Ghent, «Saoura» au port de Brest (France) et un troisième en Espagne, soulignant que le cargo «Tamanrasset» se trouve au port français de Marseille pour des raisons «purement techniques». Selon des médias étrangers, citant une inspection des autorités portuaires françaises, le blocage des navires algériens est dû à un «non-respect du droit maritime» suite à «des salaires impayés et des défaillances techniques». Évoquant, à ce propos, une exagération dans le traitement des faits, M. Koudil a reconnu tout de même «un retard de paiement des employés» en citant notamment le cas de la CNAN NORD. Il a souligné toutefois que «cette histoire est aussi très exagérée dans le sens où toutes les compagnies à l'échelle internationale traversent, à cause de la pandémie du Covid-19, des crises d'ordre financier, font face à quelques soucis de finance, et ont du mal à payer leurs employés».

«Il faut savoir que le contrôle des navires dans les ports est une activité courante. Il s'agit d'une activité routinière de toutes les compagnies du monde. Donc, il est tout à fait normal que nos navires soient contrôlés aussi et d'une manière minutieuse. On trouve de temps en temps quelques défaillances, mais sans grande importance», a-t-il précisé.

Manel Z.



**INFO EXPRESS**

Covid-19

**Importation à ce jour de près de 29 millions de doses de vaccin**

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a fait état dimanche à Alger de l'importation de près de 29 millions de doses de vaccin anti-Covid-19 depuis l'apparition de la pandémie. Présentant la stratégie nationale de lutte contre la pandémie de Covid-19 et de relance de l'économie nationale, à l'occasion de l'organisation de la première édition d'Algerian Invest Conference, le ministre de la Santé a souligné que «l'Etat a mobilisé tous les moyens nécessaires afin de rendre le vaccin accessible à tous. Néanmoins, déplore-t-il, les citoyens ont afflué vers les centres de vaccination après l'atteinte du pic épidémique mais un relâchement a été constaté avec le recul du nombre de cas». M. Benbouzid a rappelé qu'un stock de différents vaccins importés est disponible au niveau de 800 établissements de santé mobilisés pour cette opération, en sus de 13 millions de doses de vaccin au niveau des services de certains hôpitaux, réitérant son appel aux citoyens non encore vaccinés pour le faire, ce qui permettra de freiner la propagation du virus.

Glasgow

**Le Conseil de la nation prend part à la COP26**

Le Conseil de la nation prendra part à la réunion parlementaire qui se tient à Glasgow (Ecosse) dans le cadre de la 26e Conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (COP26). Le vice-président du Conseil de la nation, Fouad Sebouta représentera la chambre haute du parlement aux travaux de cette réunion parlementaire et aux réunions connexes du sommet sur le climat, à partir de lundi jusqu'au 12 novembre en cours, a indiqué un communiqué de la Chambre haute du Parlement. Il s'agit pour les participants à cette réunion de «passer en revue l'avancement réalisé dans les négociations en cours pour permettre aux parlementaires de s'enquérir du déroulement des réunions de la COP26».

**Intempéries**

**La Protection civile effectue plusieurs interventions à travers le pays**

**Les éléments de la Protection civile ont effectué plusieurs interventions pour porter assistance aux personnes en danger et pomper les eaux pluviales suite aux fortes chutes de pluie qui se sont abattues sur plusieurs wilayas du pays, a indiqué, dimanche, la Protection civile dans un communiqué.**

Suite aux intempéries qui ont touché plusieurs wilayas du pays en particulier les régions nord, notamment les wilayas de Oum El Bouaghi, Oran, Chlef, Tipaza, Souk Ahras, Relizane, Mostaganem, Alger, Tiaret, Aïn Defla et Mascara, les services de la Protection civile ont effectué plusieurs opérations de pompage et d'épuisements des eaux pluviales à l'intérieur d'habitations et édifices publics et privés et aussi des opérations de sauvetage et d'assistance aux personnes en danger. A Alger, les agents de la Protection civile sont intervenus suite au glissement de terrain à l'entrée d'un bâtiment de



la résidence «URBA 2000», dans la commune d'El Achour, et la chute d'un arbre sur un bidonville de la cité «la Glacière» (commune de Bach Djerrah) sans faire de victimes, ainsi que pour l'évacuation des eaux pluviales à la cité El Merdja (commune de Rouiba). A Tipaza, les éléments de la Protection civile ont effectué 6 opérations d'évacuation et de pompage des eaux plu-

viales dans des maisons et édifices publics à travers les communes de Ahmer El Ain, Gouraya, Menaceur, Nador et Douaouda, où un glissement de terrain a été signalé à proximité d'une habitation, mais sans faire de victime. La Protection civile est intervenue également suite à la chute de 2 poteaux électriques sur la route nationale 42 reliant Hadjout et Bourkika sans faire de victimes.

**Violences faites aux femmes**

**Près de 8.000 affaires traitées en huit mois**

Près de 8.000 affaires liées à des violences contre des femmes et des filles ont été traitées durant les 8 premiers mois de l'année en cours par les services de la Gendarmerie nationale (GN), a révélé, dimanche à Alger, son représentant, Walid Riadh Boukabbou, notant une «légère stabilité» du phénomène. M. Boukabbou intervenait lors de la 2ème édition de l'atelier du réseau des journalistes pour la lutte contre les violences faites aux femmes et filles, organisé par le Programme des Nations unies pour la population (FNUAP), l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDDC),

en coordination avec le gouvernement algérien et l'ambassade des Pays-Bas en Algérie. Présentant le rôle de la Gendarmerie nationale dans la lutte contre ce phénomène sociétal, il a ainsi fait savoir que pas moins de 7.994 affaires y afférentes ont été prises en charge par cette institution, soit une hausse de 0,56 % comparativement à la même période de l'année écoulée. Ce qui l'amène à relever une «légère stabilité» des actes de violence basés sur le genre, faisant savoir que sur le total des cas recensés, 51% des faits relèvent de l'humiliation et de la menace, 38% autres sont des

agressions physiques, 4% ont trait aux atteintes à la vie personnelle des victimes, alors que 2% représentent les rapt de filles. En outre, 2% également de ces dernières ont subi des actes immoraux et autant ont été incitées à l'acte sexuel, tandis que 1% d'entre elles ont été sujettes à des harcèlements sexuels, a-t-il ajouté. S'agissant de la répartition par âge, le même responsable a précisé que 31% des victimes des violences ont plus de 42 ans, 28% sont âgées entre 30 et 42 ans, 24% ont entre 18 et 30 ans et, enfin, 17% figurent dans la tranche d'âge des moins de 18 ans.

**INFO EXPRESS**

Métro d'Alger

**Panne technique sur le tronçon reliant Khelifa Boukhalfa à la Place des Martyrs**

Un service provisoire a été mis en place sur le tronçon reliant la station El-Harrache-centre à celle du 1er mai, et la station Haï El-Badr à Aïn Naâdja du métro d'Alger, afin d'assurer le déplacement des voyageurs, suite à une panne technique survenue, avant-hier matin, sur le tronçon reliant Khelifa Boukhalfa à la Place des Martyrs, a indiqué l'entreprise Métro El-Djazaïr dans un communiqué. «Suite à une panne technique survenue ce matin sur le tronçon reliant Khelifa Boukhalfa à la Place des Martyrs, un service provisoire est mis en place sur le tronçon reliant la station El-Harrache-centre à 1er mai, et la station Haï El-Badr à Aïn Naâdja, afin d'assurer le déplacement de nos voyageurs», lit-on dans le communiqué.

Education

**Belabed préside l'installation du Conseil national des programmes**

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed a procédé dimanche à Alger à l'installation du Conseil national des programmes (CNP), une instance nationale compétente pour émettre des avis et faire des propositions sur toute question relative aux programmes éducatifs. Dans son allocution, le ministre a souligné que «ce Conseil est d'une grande importance pour la mise en œuvre de la politique nationale éducative, dans la continuité du processus et de la mission éducative qu'il a entreprise lorsqu'il était un Comité national des programmes», ajoutant que le CNP devrait «émettre des avis et faire des propositions, sur toute questions relatives aux programmes, à partir de leur conception, et leur élaboration jusqu'à leur évaluation». Le Conseil est également chargé, ajoute le ministre, de «contribuer à la mise en œuvre des programmes et de leur suivi sur le terrain, outre toutes les questions en relation avec les horaires et aux moyens pédagogiques et veiller à ce que les préoccupations pédagogiques intéressantes les hautes autorités du pays se concrétisent sur le terrain».

**Demande d'aide financière**

Homme, sans revenu, handicapé, diabétique, marié, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin de lancer un petit projet (vendeur ambulant) pour pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants.

*Allah Le Tout-Puissant vous le rendra.*

**MOB : 0782519683**

**Demande d'aide financière**

Dame cancéreuse, démunie, demande à toute âme charitable de lui venir en aide (financière) afin d'effectuer des examens (échographie analyses, etc...).

**MOB : 05 59 31 19 67.**



Ethiopie

## Grandes manifestations des partisans d'Abiy à Addis Abeba

**En Ethiopie, tout semble se diriger vers une guerre civile sanglante. Au moment où les rebelles du Tigré, en conflit armé depuis un an avec le gouvernement fédéral, menacent de marcher sur la capitale Addis Abeba, un rassemblement de partisans du Premier ministre, Abiy Ahmed, a eu lieu dimanche passé dans la capitale en guise de réponse à ces menaces.**



Rassemblement de milliers de partisans du Premier ministre Abiy Ahmed dans la capitale.

Des dizaines de milliers d'Ethiopiens se sont rassemblés dans l'enceinte de la capitale Addis Abeba suite à l'appel lancé par le Premier ministre, Abiy Ahmed, au lendemain des menaces faites par la nouvelle Alliance regroupant neuf groupes rebelles de déclencher une offensive armée sur Addis Abeba. Les fidèles d'Abiy ont juré de défendre la capitale contre les rebelles tigréens et dénoncé les efforts diplomatiques pour mettre fin au conflit dans le nord du pays. Ce rassemblement s'est tenu cinq jours après que le gouvernement a décrété l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire, officiellement pour protéger la population du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) qui revendique depuis une semaine la prise de plusieurs villes stratégiques et n'a pas exclu de marcher sur Addis Abeba. Présente à ce rassemblement sur la célèbre place Meskel, la maire d'Addis Abeba, Adanech Abebe, a accusé : «les ennemis [de l'Éthiopie veulent] terroriser notre population». «Ils disent qu'Addis Abeba est encerclée, mais Addis Abeba n'est entourée que par son peuple incroyablement héroïque et vigilant», a-t-elle lancé. La maire d'Addis Abeba a également dénoncé l'attitude de l'administration américaine de Biden, très critique sur ce conflit et qui a annoncé la semaine dernière son intention de mettre fin à un accord commercial avec l'Éthiopie en raison des violations des droits de l'Homme durant cette guerre. «Nous ne sacrifier-

ons pas notre liberté», a-t-elle déclaré, affirmant que «la place du TPLF est en enfer». Des manifestants brandissaient des pancartes exhortant les États-Unis à «arrêter de nous sucer le sang» ou dénonçant les médias occidentaux accusés de diffuser des «fausses nouvelles» exagérant l'avancée rebelle. Pour la population locale, la capitale Addis Abeba est une ligne rouge à ne pas fran-

chir pour les terroristes de Tigré et leurs alliés. «Ils ne viendront pas à Addis parce que je pense que l'armée peut les détruire», a déclaré Kebede Hailu, vendeur de vêtements tout en ajoutant qu'«Il n'y aura pas de négociation. Ce sont des terroristes, ils devraient être enterrés et anéantis». Faut-il le rappeler, le 4 novembre 2020, Abiy Ahmed avait envoyé l'armée dans la région septentrionale

du Tigré pour destituer les autorités régionales issues du TPLF, qu'il accusait d'avoir attaqué des bases militaires. Il avait proclamé la victoire le 28 novembre. Mais en juin, les combattants pro-TPLF ont repris l'essentiel de la région puis avancé dans les régions voisines de l'Afar et de l'Amhara. Aujourd'hui, l'Éthiopie est à deux doigts d'une guerre civile sanglante.

R.I

## Libye : Début hier du dépôt des candidatures pour la présidentielle

Le processus électoral est officiellement lancé en Libye. La Haute commission électorale (HNEC) libyenne a annoncé, avant-hier, le début officiel du dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle de décembre et les législatives de janvier, censées pacifier le pays après une décennie de chaos. En effet, la Haute commission électorale (HNEC) libyenne a annoncé que l'ouverture du dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle de décembre débutera lundi 8 novembre (hier), suivie de celle des législatives de janvier. Le dépôt des candidatures à l'élection présidentielle sera ouvert du 8 au 22 novembre, et celui aux élections parlementaires du 8 au 7 décembre. C'est le véritable début du processus électoral», a annoncé dimanche le directeur de la HNEC, Imad Al-Sayeh». Le responsable libyen a ajouté que «Les candidatures pour la présidentielle seront acceptées exclusivement dans les bureaux de la commission, à Tripoli, dans l'ouest, Benghazi, dans l'est, et Sebha, dans le sud, alors que celles pour les législatives pourront être déposées dans tous les bureaux de la HNEC». Pour ce double scrutin, plus de 2,83 millions de Libyens, sur environ 7 millions d'habitants, se sont inscrits sur la plateforme en ligne de la HNEC. La distribution des cartes d'électeurs se fera dans les bureaux de vote jusqu'à fin novembre. La Libye s'est enlisée dans le chaos depuis le soulèvement populaire de 2011 qui a vu la chute du régime de Mouammar Kadhafi. Le pays tente de clore ce chapitre mouvementé à la faveur d'un processus politique, initié en novembre 2020 sous l'égide de l'ONU. Pour la communauté internationale, la tenue des

élections est essentielle pour pacifier le pays, qui compte les réserves pétrolières les plus abondantes d'Afrique. Dans un contexte sécuritaire fragile, mener à bien ces scrutins reste toutefois incertain. Faut-il le souligner, parmi les candidats éventuels à la prochaine présidentielle libyenne figure le général Khalifa Haftar, le candidat de l'Est de la Libye. Ce dernier a récemment voyagé vers Tel Aviv, où il a rencontré plusieurs hauts responsables israéliens, c'est ce qui a été rapporté par de nombreux médias étrangers et même à travers des vidéos sur la Toile. Ce voyage de Haftar vers Israël à vraisemblablement un lien avec les prochaines élections qui auront lieu en Libye. Pour sa part, le directeur de la HNEC, Imad al-Sayeh, a promis que la HNEC ferait «tout pour que ces élections soient libres et honnêtes». Interrogé par les médias, Imad al-Sayeh a affirmé que «tous ceux qui remplissent les conditions requises par la loi peuvent se présenter» pour devenir le premier président libyen élu au suffrage universel. De son côté, Seif Al-Islam Kadhafi, fils de l'ancien «Guide» libyen, a laissé entendre qu'il pourrait se présenter à la prochaine échéance électorale. Cinq personnalités ont déjà pré-annoncé leurs candidatures, il s'agit de l'ancien influent ministre de l'Intérieur, Fathi Bachagha, le diplomate et fondateur du parti «Ihya Libya», Aref Al-Nayed, l'ex-ambassadeur de Libye à l'ONU, Ibrahim Al-Dabbachi, l'ex-ministre de l'Industrie sous Kadhafi et membre du parti «Projet National», Fathi Ben Shatwan, et, à la surprise générale, le célèbre comique libyen Hatem Al-Kour.

R.I

Soudan

## Les militants pro-démocrates empêchés de faire la marche

L'armée soudanaise a réprimé avant-hier la journée de mobilisation des militantes pro-démocratiques. Des grenades lacrymogènes ont été tirées sur plusieurs cortèges par les forces de sécurité soudanaises et des dizaines de manifestants ont été arrêtés, au premier jour de la campagne de désobéissance civile annoncée par les militants pro-démocratiques pour protester contre la mainmise de l'armée sur le pays. Les forces de sécurité soudanaises ont arrêté, dimanche passé, des dizaines de manifestants et tiré, des grenades lacrymogènes sur plusieurs cortèges, au premier jour d'une nouvelle campagne de désobéissance civile contre l'armée, seule aux manettes depuis le coup d'État du 25 octobre. Depuis la dissolution ce jour-là par le général Abdel Fattah Al-Burhane de l'ensemble des institutions du pays et l'arrestation de la quasi-totalité des civils avec lesquels il partageait le pouvoir, la rue est entrée en résistance. Après une mobilisation lancée le jour du putsch et qui s'est essouffée la semaine passée, syndicats et autres organisations ont de nouveau exhorté les Soudanais à la désobéissance civile dimanche, premier jour de la semaine au Soudan, et lundi. Des centaines de manifestants ont défilé à Wad Madani dans

le sud ou à Atbara, dans le nord, au cri de «Non au pouvoir militaire», tandis que des dizaines d'enseignants ont convergé vers le ministère de l'Éducation à Khartoum pour «une protestation silencieuse contre les décisions du général Burhane», a expliqué aux médias locaux Mohamed Al-Amine, professeur de géographie. «La police est arrivée et a tiré des grenades lacrymogènes sur nous, alors que nous nous tenions seulement là avec nos pancartes, «Non au régime militaire, oui pour un Etat civil», a-t-il ajouté. Selon le syndicat des enseignants soudanais, 87 manifestants ont été arrêtés sans mandat et une enseignante a eu la jambe cassée dans la dispersion. Un cortège de quelques centaines de manifestants a également essuyé des tirs de grenades lacrymogènes, selon des témoins, cette fois dans le turbulent quartier d'Al-Bourri, dans l'est de la capitale. Ils scandaient aussi «Le peuple a choisi les civils». Depuis le 25 octobre, des soldats ont arrêté la plupart des dirigeants civils et la liste des détenus n'a cessé de s'allonger : politiciens, militants actifs sur les réseaux sociaux, jeunes postés sur des barricades mais aussi hauts fonctionnaires et même passants, tous appréhendés sans mandat d'arrêt.



Des dizaines de manifestants pro-démocrates arrêtés.



# contribution

## La transition énergétique de l'Algérie face aux changements climatiques et le nouvel ordre énergétique mondial



Professeur des universités, Docteur et expert international Dr Abdenrahmane Mebtoul

La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques COP 26, accueillie par le Royaume-Uni, se tiend du 31 octobre au 12 novembre 2021 au Scottish Event Campus (SEC) à Glasgow, au Royaume où l'Algérie sera présente posant la problématique de la transition énergétique 2025/2032/2040. Dans un rapport publié en 2020 par WWW.Fr, l'organisation estime le coût économique du déclin de la nature à 479 milliards de dollars par an au niveau mondial horizon 2050. Mais la transition énergétique aura un coût social à moyen terme, pouvant être définie comme le passage d'une civilisation humaine construite sur une énergie essentiellement fossile, polluante, abondante, et peu chère, à une civilisation où l'énergie est renouvelable et moins polluante ayant pour objectif le remplacement à terme des énergies de stock (pétrole, charbon, gaz, uranium) par les énergies de flux (éolien, solaire, hydrogène). La transition énergétique renvoie à d'autres sujets que techniques, posant la problématique sociétale. Il ne suffit pas de faire une loi car le déterminant c'est le socle social. Cela pose la problématique d'un nouveau modèle de croissance : tous les secteurs économiques, tous les ménages sont concernés : transport, BTPH ; industries, agriculture. Les choix techniques d'aujourd'hui engagent la société sur le long terme. Dès lors la transition énergétique suppose un consensus social car la question fondamentale est la suivante : cette transition énergétique, combien ça coûte, combien ça rapporte et qui en seront les bénéficiaires.

1.-Les subventions dans les énergies fossiles, décourageant les énergies alternatives, qui se sont élevées à 1000 dollars par an entre 2019/2020 pour chaque citoyen des pays du G20, malgré l'engagement de mettre fin au soutien au charbon, au pétrole et au gaz et selon le Fonds monétaire international (FMI), les subventions s'élèvent au total à 5,3 billions de dollars par année dans les plus grandes économies du monde. Elles incluent des déboursés, des crédits d'impôt et la réduction des prix du carburant. Ainsi, le soutien public aux combustibles fossiles, surtout au pétrole, a cru de 178 milliards de dollars, dans les cinquante pays de

**La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques COP26, accueillie par le Royaume-Uni, se tiend du 31 octobre au 12 novembre 2021 au Scottish Event Campus (SEC) à Glasgow, au Royaume où l'Algérie sera présente posant la problématique de la transition énergétique 2025/2040. Dans un rapport publié en 2020 par WWW.Fr, l'organisation estime le coût économique du déclin de la nature à 479 milliards de dollars par an au niveau mondial horizon 2050.**

l'OCDE, du G20 et du partenariat oriental de l'Union européenne (six pays d'Europe centrale du Caucase). Or si l'ensemble du monde avait le même modèle de consommation énergétique que les USA et l'Europe qui concentre plus de 40% du PIB mondial pour une population inférieure à 1 milliard d'habitants sur un total en 2021 de plus de 7 milliards, il faudrait quatre à cinq fois la planète terre. C'est par la prise de conscience de ce désastre planétaire constaté régulièrement depuis quelques années, à travers tous les continents, avec un coût financier croissant, que d'ici, 2030/2035, les investissements prévus dans le cadre de la transition énergétique USA/Europe/Chine, Inde devraient dépasser les 4 000 milliards de dollars où les grosses compagnies devraient réorienter leurs investissements. Avec le retour des USA aux accords de Paris COP21 sur le réchauffement climatique. Bien que le nouveau président dit ne pas vouloir interdire le développement du pétrole/gaz de schiste dont les USA sont le premier producteur mondial, s'engageant avec les nouvelles techniques à améliorer les effets de la fracturation hydraulique, le programme de Joe Biden prévoit 2000 milliards de dollars sur les 20/30 prochaines années, soit 10% du PIB pour le développement des énergies renouvelables, les industries écologiques et l'efficacité énergétique. Plus globalement, le plan climat de Joe Biden prévoit d'investir, je le cite «dans les infrastructures intelligentes pour reconstruire la nation et pour garantir que nos bâtiments, nos infrastructures d'eau, de transport et d'énergie puissent résister aux impacts du changement climatique, de financer 1,5 million de nouveaux logements plus durables et éco-énergétiques, une réorganisation de l'industrie automobile vers les voitures hybrides et électriques, l'Etat fédéral devant programmer notamment l'installation de 500 000 bornes de recharge publiques sur le territoire et instaurer une prime à la conversion». L'Europe va dans la même trajectoire, avec comme leader l'Allemagne, où la Commission européenne a fixé, avec le règlement d'exécution 2020/1294 du 15 septembre 2020, les règles du nouveau mécanisme de financement des énergies renouvelables. Chaque État membre doit contribuer à l'objectif

européen de 32% d'énergies renouvelables en 2030. Une trajectoire indicative est fixée pour chacun d'entre eux, pour la période 2021-2030, avec des points de référence à atteindre entre 2025 et 2027, devant mobiliser au moins 1 000 milliards d'euros d'investissements durables dans les dix années à venir avec des incitations pour attirer les financements privés, grâce notamment au rôle essentiel que jouera la Banque européenne d'investissement. La Chine et l'Inde ont un fort engagement pour la transition énergétique. Par exemple, selon le rapport de Global Wind Energy Council de 2019, la Chine et l'Inde font partie des cinq pays regroupant 73% de l'ensemble des capacités éoliennes mondiales installées. En termes d'énergie solaire, le soutien des gouvernements indien et chinois stimule la compétitivité de leurs filières solaires, faisant d'eux les premiers acteurs au niveau mondial. La Chine pour tenter de réduire la pollution atmosphérique due à cet usage incontrôlé du charbon, investit massivement dans les énergies renouvelables : pays leader, prévoit d'investir d'ici 2030, environ 375/400 milliards de dollars. Quant à l'Inde, elle s'est engagée à fortement développer les énergies renouvelables, en disposant en particulier de 100 GW de capacités solaires et de 60 GW éoliens d'ici à fin 2022 (contre 16,6 GW solaires et 32,7 GW éoliens à fin novembre 2017), devant mobiliser pour cette période près de 190 milliards de dollars selon les estimations de la Climate Policy Initiative (CPI). Les USA/Europe qui représentent actuellement plus de 40% du PIB mondial pour une population inférieure à un milliard d'habitants poussent à l'efficacité énergétique et à la transition énergétique afin de lutter contre le réchauffement climatique.

Car si les Chinois, les Indiens et les Africains avaient le même modèle de consommation énergétique que les USA et l'Europe il faudrait cinq fois la planète actuelle. Je rappelle que selon le rapport de l'ONU une sécheresse sans précédent frappera l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne entre horizon 2025. Cette prise de conscience d'un désastre planétaire a été accentuée avec l'épidémie du coronavirus où la majorité des pays devraient axer leurs efforts pour la limitation du recours aux énergies fossiles, charbon et pétrole

horizon en tête, le monde et donc aller vers un Mix énergétique, l'énergie de l'avenir horizon 2030/2040 étant l'hydrogène où la recherche développement connaît un réel essor. (Le professeur A. Mebtoul a présidé à Marseille en juin 2019, avec les meilleurs experts des deux rives de la Méditerranée, praticiens, experts et opérateurs, représentant l'Algérie, la commission de la transition énergétique, des 5+5+ Allemagne où les axes de la transition énergétique ont été définis). Les pays d'Afrique du Nord et du Proche Orient (MENA) dont l'Algérie seront touchés par les effets du changement climatique. Les estimations indiquant une baisse attendue du PIB de l'ordre de 0,4% à 1,3% et pourrait même atteindre 14% si aucune mesure de lutte et d'adaptation face au changement climatique n'est adoptée.

2.-Cette situation impose à l'Algérie d'accélérer la transition énergétique qui pourrait tourner autour de cinq axes devant s'orienter vers un MIX énergétique. -Le premier axe, l'Algérie doit investir à l'amont pour de nouvelles découvertes assistant à une décroissance des exportations de pétrole et de gaz entre 2005/2006 et 2020 de fait du désinvestissement expliquant la récente mesure de la loi de Finances 2022 de laisser une partie des profits à Sonatrach, ne devant pas parler de Sonelgaz qui connaît un déficit structurel d'environ 70 milliards de dinars pour 2020 qui a besoin selon le rapport officiel entre 1,5 et 2,2 milliards de dollars/an au cours actuel entre 2021/2030 pour financer ses projets d'investissement ses projets d'investissement et satisfaire la demande croissante en énergie. Quant à Sonatrach en matière d'exploration et d'exploitation de pétrole et de gaz, ses besoins en investissement pour les cinq prochaines années se situent entre 70/80 milliards de dollars. Mais pour la rentabilité de ces gisements tout dépendra du vecteur prix au niveau international et du coût, pouvant découvrir des milliers de gisements non rentables, posant le problème de la rentabilité.

Avec la flambée du prix du gaz, qui connaît avec le coût du transport en Asie un cours dépassant les 30 dollars le MBTU, l'équivalent de 150 dollars le baril de pétrole, et entre 15/20 dollars en Europe et le cours du pétrole à plus de 85 dollars le Brent. A court terme, l'Algérie profite peu de ces hausses puisque selon le rapport de l'OPEP de juillet 2021, les exportations sont passées de plus de 1,2-1,5 millions de barils/j entre 2007/2008 à environ 450 000/500 000 barils/ en octobre 2021, et pour le gaz plus de 65 milliards de mètres cubes gazeux à 40 en 2020, espérant 43/44 pour 2021, du fait de la forte consommation intérieure, près de 40/50% de la production pour le pétrole et le gaz entre 2019/2020 et devant s'accélérer entre 2021/2030, laissant peu pour les exportations.



**INFO EXPRESS**

Intempéries

**De fortes pluies orageuses sur plusieurs wilayas du Nord à partir de lundi**

De fortes pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, affecteront plusieurs wilayas du Nord du pays à partir de lundi soir, selon un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM).

Les wilayas d'Alger, Tipaza, Blida, Médéa, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Bouira, Bejaia, Jijel, Skikda, Sétif, Bordj Bou Arreridj et Mila sont placées en vigilance "orange" à partir de 18 heures jusqu'à mardi à la même heure "au moins", précise la même source.

La quantité de pluie estimée durant la validité de ce BMS devrait varier entre 40 et 60 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 80 mm sur les wilayas côtières.

Les wilayas d'Ain Defla, Chlef, Tissemsilt et Relizane sont également placées en vigilance "orange" à partir de mardi à 9 heures jusqu'à mardi à 18 heures "au moins".

Khenchela : drame lors d'un mariage à Kaïs

## Quatre blessés dont deux dans un état grave

**Un véhicule qui circulait dans un cortège de mariage s'est renversé hier sur la route reliant la daïra de Kaïs au chef-lieu de wilaya de Khenchela.**

L'accident a fait quatre blessés dont deux se trouvent dans un état grave et furent évacués aux urgences du centre hospitalier universitaire (CHU) de Batna. Selon des informations dignes de foi, les victimes se trouvaient dans une voiture de marque Kia sportage qui suivait un cortège de mariage composé d'une dizaine de véhicules. Ces derniers se rendaient au chef-lieu de wilaya Khenchela pour célébrer les traditions du mariage, notamment pour ramener le mouton destiné à la mariée (Chet l'Hall). Une tradition locale et même Algérienne qui consiste à rendre l'épouse « Hallal », qui veut dire conforme à son mari, consécutivement aux lois de l'islam. A la sortie de la ville de Kaïs, le véhi-



Les incidents au niveau des urgences sont devenus monnaie courante dans les centres hospitaliers. (Photo > D.R.)

culé en question, à son bord quatre personnes, a dérapé avant de se renverser. Aussitôt alertés, les éléments de la Protection civile et la Sûreté de daïra de Kaïs se sont rendus sur les lieux de l'accident. La Protection civile (unité de Kaïs) a dépêché sept éléments, une ambulance médicalisée et un camion-citerne. Les victimes ont été évacuées vers les urgences de Kaïs où elles ont été prises en charge par les mé-

decins et le personnel médical et paramédical de cet hospice. Le directeur de l'EPH de Kaïs a tenu à se rendre au service des urgences où il a coordonné en personne l'opération de la bonne prise en charge des victimes. En raison de la gravité de leur état de santé, deux parmi les quatre victimes ont été évacuées vers le Centre hospitalier (CHU) de la wilaya de Batna. L'évacuation des victimes de l'accident vers les urgences de Kaïs a coïncidé, en parallèle, avec l'arrivée de plusieurs autres blessés par armes blanches à la suite d'une bataille rangée entre des jeunes, quelque part dans la ville de Khenchela. Les individus qui ont accompa-

gnés les personnes blessées à l'arme blanche s'en sont pris aux personnels du service des urgences. Il a fallu la sagesse des médecins et du personnel médical et paramédical et surtout l'intervention et le savoir-faire du directeur de l'EPH de Kaïs pour réussir à calmer les esprits surchauffés des uns et des autres et à maîtriser la situation. Signalons que les incidents au niveau des urgences sont devenus une monnaie courante surtout durant la période de la fin de semaine, où presque l'ensemble des structures de la santé du pays connaissent ce phénomène.

Moncef Redha

Mahelma (Alger)

## Trois femmes et deux dangereux criminels arrêtés par les gendarmes

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité urbaine sous toutes ses formes, les éléments de la Sûreté territoriale de Sidi Abdellah, appuyés par des unités spécialisées, ont réussi à arrêter dix individus, dont trois femmes et deux dangereux criminels auteurs de nombreux affrontements violents avec armes blanches au niveau des cités de la nouvelle ville de Mahelma, a indiqué hier un communiqué de la Gendarmerie nationale. Selon le capitaine Sami Harrat, commandant de la compagnie territoriale de la Gendarmerie nationale de Sidi Abdallah, les deux criminels ont, depuis longtemps, dicté leur loi dans le milieu urbain de Mahelma en utilisant la violence et la peur aux habitants locaux. L'arrestation des deux criminels, poursuit le commandant de la compagnie territoriale de Sidi Abdallah, a été réalisée grâce à la contribution des citoyens qui ont appelé au numéro vert «10.55» de la gendarmerie, et au bout de quelques dizaines de minutes, la compagnie territoriale de la Gendarmerie



nationale de Sidi Abdallah, appuyée par des unités spécialisées sont intervenus rapidement sur les lieux signalés. Sur place, l'opération coup-de-poing a permis l'arrestation de dix individus appartenant au même groupe de malfaiteurs, dont trois femmes, tandis qu'un lot d'armes blanches et deux véhicules ont été saisis lors de cette opération, a souligné le capitaine Sami Harrat. Les mis en cause seront traduits ultérieurement devant les instances judiciaires de compétence territoriale, a noté le même communiqué, une fois l'enquête bouclée. D'autre part, le commandement de la Gendarmerie nationale a appelé l'ensemble des citoyens

à s'inscrire dans l'effort de sécurité et de stabilité du pays à travers la participation réelle et efficace dans la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes. La Gendarmerie nationale appelle l'ensemble des citoyens à signaler immédiatement tout acte criminel ou tout préjudice à l'intérêt public, en rappelant les moyens technologiques à la disposition et au service du citoyen, par l'intermédiaire du numéro vert de la Gendarmerie nationale (10.55) et du portail du site internet des enquêtes et plaintes préalables (ppgn.mdn.dz), ou en contactant l'unité la plus proche de la Gendarmerie nationale, conclut le communiqué.

Alger

## CAARAMA Assurance inaugure une nouvelle agence à Alger

CAARAMA Assurance, filière de la compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR), a inauguré, dimanche une nouvelle agence se situant en plein centre-ville d'Alger.

«Avec cette nouvelle réalisation, qui s'inscrit dans le plan de développement et de rapprochement, le réseau de distribution de CAARAMA s'étoffe davantage. Il comptait déjà 304 points de vente repartis sur l'ensemble du territoire national grâce à ses actionnaires, la CAAR et le CPA, et son partenaire BANK ABC», a relevé le PDG de CAARAMA Assurance, Ammar Maslah à l'occasion de l'ouverture de cette nouvelle agence, sise à l'avenue Mustapha Sayed El Ouali (ex-rue Debussy).

Tout en rappelant que le réseau direct de CAARAMA compte actuellement 34 agences et centre régionaux, 92 agences de sa société mère, et de la bancassurance avec 178 guichets (154 CPA et 24 Bank ABC), M. Maslah a assuré que cette agence a été dédiée au grand public en misant sur ses

produits phares, à l'instar de «SI-HATI» (la première assurance santé destinée aux particuliers et aux familles en Algérie) et l'assurance assistance voyage à l'étranger «Moussafer» (voyageur). Il a expliqué, dans le même cadre que le produit santé individuelle «Si-hati», lancé en 2019, permet à l'assuré et sa famille de bénéficier d'une couverture santé selon ses besoins, quelle que soit son activité professionnelle (salarié, non-salarié, profession libérale ou même saisonnier) ou son niveau de couverture sociale, et ce à des prix «très attractifs et accessibles». Pour ce qui est de l'assurance voyage à l'étranger, «Moussafer», il a indiqué que ce produit s'est élargi et couvre désormais la garantie Covid-19.

Créée en 2011, CAARAMA Assurance est une filiale de la CAAR spécialisée dans les assurances de personnes. Elle présente aujourd'hui un ratio de solvabilité de 250% et des placements financiers frôlant les 7,5 milliards de dinars.

Agence



Lettre à René

## La recherche d'une vérité sur certains épisodes de la colonisation (XXI)



Kamel Bouchama

Ces colonisateurs ne doivent-ils pas éprouver des remords quand des jeunes d'El-Eulma et d'ailleurs ne peuvent leur pardonner d'avoir baptisé leurs villes du nom de ce criminel Saint-Arnaud ou de cet autre le colonel de Montagnac qui avouait lui-même :

«Pour chasser les idées noires qui m'assiègent quelquefois, je fais couper des têtes. Non pas des têtes d'artichauts mais des têtes d'hommes» ?

Même les lieux du culte et les sanctuaires du savoir n'ont pas été épargnés. Il y a eu la profanation des mosquées, la destruction des valeurs culturelles de notre peuple et l'importation d'une autre «culture» aux dimensions sociales et politiques dangereuses. Dans Alger seulement, il y avait, avant la colonisation, pas moins de 159 mosquées et lieux de culte et 17 zaouïas. C'est dire la floraison d'établissements culturels avant l'arrivée des colons. Mais l'arrêt du 7 décembre 1830, qui était venu froisser les sentiments religieux des musulmans, avait transformé en églises, en casernes et en administrations abritant ses services militaires, des mosquées et des zaouïas vieilles de deux ou trois siècles. La mosquée Ketchaoua fut baptisée cathédrale et occupée de force par le Duc de Rovigo, commandant de la place militaire, le 17 décembre 1831. «La croix et l'étendard de France seront fixés au minaret et salués par des batteries de terre et de mer», répondait-il à l'Imam de la mosquée qui protestait énergiquement.

Mais ce jour-là, il y eut ade la casse ! On cassa de l'Arabe, c'est-à-dire l'Algérien. Nous n'avons pour preuve que ce témoignage d'un Français, présent à cet épisode honteux et indigne de la France des lumières :

«Quatre mille musulmans environ étaient enfermés dans la mosquée et en avaient barricadé les portes. On fit les sommations d'usage, puis une escouade de sapeurs du génie s'appêta à faire sauter les gonds. Aux premiers coups de hache, les rebelles se décidèrent à ouvrir et une immense rumeur sortit de la mosquée. Quelques coups éclatèrent immédiatement, les membres de la commission et des ulémas furent entraînés dans une formidable bousculade. La troupe croisa la baïonnette et repoussa les musulmans dans la mosquée. Pris de panique, ces derniers s'échappèrent par une sortie latérale. On trouva dans la mosquée plusieurs hommes étouffés et quelques autres blessés dans la tentative de sortie. La prise de position était faite. Le duc de Rovigo fit camper une compagnie d'infanterie dans la mosquée».

Dénonçons encore les atrocités de la

**À son ami René, mais en fait aux générations montantes, Kamel Bouchama rappelle ce qu'entraîna l'acte odieux adopté par le parlement français en janvier 1830. Hélas, cinq mois après, les hordes colonialistes, commandées par de Bourmont, débarquaient sur la presqu'île de Sidi Fredj, amenant ainsi l'Algérie à engager une lutte incessante pour son indépendance... L'avenir, dit l'auteur de «Lettre à René» en filigrane, appartient aux peuples qui le construisent ensemble, une fois soustraites les lourdeurs du passé. Là, où notre vieille garde militante n'a pas cru bon devoir consigner son témoignage, ce livre vient au bon moment. Il devrait de ce fait, être mis entre les mains de tous les jeunes.**

colonisation et n'oublions pas le génocide de 1945, tout juste après la Seconde Guerre mondiale. Les Algériens pensaient qu'après avoir contribué largement, et de leur plein gré, aux côtés de la France, à la victoire des alliés sur les forces du nazisme et du fascisme, les Français leur seraient reconnaissants en accédant à leur demande : rediscuter les problèmes de souveraineté ou, tout au moins, leur donner plus de liberté et de droits. La réponse à cette demande, considérée comme une sérieuse provocation, leur fut donnée le 8 mai de la même année, le jour où le monde entier fêtait la victoire contre les forces du mal.

A Sétif, en ce triste jour, Soual Bouzid, un jeune scout et porte-drapeau, s'écroulait sous les balles des policiers commandés par le commissaire Olivier. Son crime : il chantait l'hymne «Min Dj-libalina» que reprenait en chœur la foule de jeunes qui participaient au défilé de joie. C'était le prélude à la mort de milliers d'Algériens (45 000) qui allaient tomber sous les balles assassines et dans de terribles massacres dont, entre autres, celui de Kef El-Bomba, à Héliopolis, tout près de Guelma ou ceux des gorges de Kherrata.

Ainsi, «le monde basculait en même temps pour des centaines de milliers de jeunes Algériens. Dans l'horreur des massacres perpétrés sous leurs yeux, ils pressentaient déjà confusément qu'un jour, pour conquérir la liberté de leur peuple, il leur faudrait à leur tour entrer dans la fournaise», disait un analyste de la Guerre d'Algérie. En effet, de jeunes Algériens, conscients de la gravité de la situation, devaient prendre les armes et, à minuit, en ce 1er novembre de l'année 1954, firent entendre aux colonisateurs ce dont ils étaient capables. Ces jeunes travaillèrent dur. Ils imposèrent la lutte armée. Et, pour créer l'unanimité du peuple autour de cette action concrète de recouvrement de la souveraineté nationale et éveiller de grandes sympathies à travers le monde, il fallait aller plus en avant par la prise de possession politique du pays. Le congrès de la Soummam vint à temps faire le bilan de cette période et prendre de grandes décisions pour revigorer les institutions déjà en place, clarifier le combat politique et tracer un programme d'action avec des structures redéfinies pour soutenir et accroître la lutte jusqu'à la victoire finale. C'était noble de la part des Algériens qui, après avoir épuisé toutes les voies pacifiques devant un colonialisme qui refusait d'entendre raison, eurent recours à la lutte armée pour arracher leur indépendance nationale. Ils avaient compris qu'il fallait combattre un «indu occupant» qui s'était spécialisé dans la brutalité et la férocité et, dans ce cas, comme l'affirmait Bouteflika, jeune ministre de

l'époque, tout juste après l'indépendance :

**« La violence devient alors un acte de culture ! »**

Mais les autres, ces indus occupants, ont-ils été des adversaires respectables dans leur acharnement à ne pas vouloir quitter notre sol ? Non ! Et c'est de notoriété internationale..., le colonialisme a commis d'affreux crimes de guerre dans notre pays. J'ai bien développé cet aspect pour la période d'avant-1954 et me suis appesanti, avec des preuves et des déclarations de nobles citoyens français.

1954-1962, ce fut également une période difficile, douloureuse, pénible pour notre peuple qui a, encore une fois, versé beaucoup de sang et payé un lourd tribut pour recouvrer sa souveraineté nationale. Je ne vais pas raconter cette guerre, car, de par sa bestialité et l'injustice qui furent imposées à notre peuple, des encyclopédies entières ne pourraient la contenir. Je me contenterai de stigmatiser l'aspect criminel qui présida à sa conduite du côté de l'armée coloniale et l'attitude fort raciste des gouvernements français, notamment de gauche, qui se sont succédé tout au long de cette période.

Un million et demi de martyrs, disent les chiffres. N'est-ce pas un peu exagéré, répondent «certains philosophes» qui n'ont connu cette historique révolution que de loin ou dans les salons feutrés de la diplomatie française. Non, ce n'est pas exagéré parce qu'il y en a plus et nous n'aurons aucune gêne pour dire qu'il y a eu le double, peut-être même le triple, le quadruple ou le quintuple, qui sait. Effectivement, qui sait, puisque à l'heure où je t'écris ces lignes, René, nous découvrons encore d'inqualifiables charniers qui racontent, éloquentement à leur façon, des massacres collectifs perpétrés dans les zones rurales, contre des populations désarmées et innocentes. Dans le livre intitulé «Coloniser, exterminer», l'auteur français Olivier Le Cour Grandmaison nous confirme que de 1837 à 1847, presque un million d'Algériens ont été tués sur une population de 3 millions d'habitants. Pratiquement un tiers de la population algérienne. N'est-ce pas un holocauste ? Un des proches de Robert Lacoste ne disait-il pas :

«Il était à prévoir que des abus se commettraient, sans bien sûr pouvoir en évaluer l'importance...» ?

Et de cette «importance», les chiffres ont été toujours éloquentes..., hélas ! En effet, les ruraux ont souffert le martyre infligé par l'armée du corps expéditionnaire. Tous les villages ont été touchés..., sérieusement touchés par les raids aériens et les incursions «musclées», lors de grands ratissages. Les zaouïas ont souffert particulièrement

parce qu'elles représentaient, aux yeux de la colonisation, ces «nids de vipères» qui formaient et abritaient les «rebelles», les «fellagas», ces hors-la-loi qui s'insurgeaient contre la France pacificatrice. Et si j'évoque ces zaouïas, ce n'est pas pour célébrer leur travail et leur militantisme, mais pour condamner les actions belliqueuses contre ces sanctuaires du savoir. A-t-on vu, pendant d'autres guerres, des armées, terribles et féroces, s'attaquer aux églises et autres sanctuaires du culte, comme les couvents et les retraites par exemple ? Non ! Jamais ! Toutes les armées du monde ont le respect du culte et de la science. Toutes les armées du monde révèrent la soutane ou un autre vêtement religieux, sauf cette armée coloniale qui n'a jamais supporté la présence et encore moins la tenue de nos hommes du culte. Était-ce la «djellaba» et le burnous qui les incommodaient et les irritaient ? Encore une fois, non ! C'est l'Islam, c'est l'Algérien (ou l'arabe, avec un petit a) qui les irritaient et les encombraient. C'est une haine ancestrale, c'est de l'antisémitisme qu'ils ont toujours «pratiqué», mais qu'ils dénoncent quand ils veulent nous marginaliser en nous le «collant», comme un crime impardonnable, chaque fois que leur imagination leur souffle des victimes expiatoires.

C'est en réalité les croisades qui se poursuivent, jusqu'à l'heure actuelle. Et tous les pays arabes détiennent des preuves, matérialisées par des documents et des déclarations, qui nous font écrire ces affirmations. De toute façon l'Arabe n'a jamais été bien «affectionné», dans le monde occidental, même s'il est chrétien, intelligent et beau, instruit et compétent. La preuve, et je ne veux rien insinuer, sauf cette «antipathie» qui demeure constante, même chez ceux que nous respectons et encensons. J'ai à l'esprit des histoires véridiques que je te livrerai quand l'occasion nous sera propice. Ces histoires, qui sont dangereuses à mon sens, veulent dire beaucoup de choses..., mais encore une fois, je ne garde aucune rancœur à l'égard de qui que ce soit.

Ainsi, pour confirmer cette attitude néfaste que l'on a toujours adoptée à notre égard, je dis la vérité, même si cela ne plaît pas à beaucoup de personnes. Je suis sûr que, sur cet aspect, je rencontrerai des personnes qui trouveront à redire sur ce que je viens d'écrire. En tout cas, pour ce qui est des moments forts de la guerre de Libération nationale, la France coloniale, avec ses différents gouvernements, ses pléthores de responsables, ministres, cardinaux et généraux, n'a pu arrêter les exactions dans ces lieux du culte et n'a pu atténuer les massacres de ces populations rurales dont le tort était d'être attachées à leur terre, à leur religion et à leur indépendance. Pour être plus précis, concis et concret dans mes déclarations, je me dois de citer quelques-uns de ces sanctuaires – parce qu'ils sont nombreux effectivement – qui furent soumis à ces injustices, pour ne pas dire aux effets dévastateurs des obus et du napalm.

**(A suivre)  
K.B**



THEATRE

## GÉNÉRALE DE «RIDJAL MIN TIN OUA RIDJAL MIN NAR» À TISSEMSILT

La générale de la pièce de théâtre «Ridjal min tin oua ridjal min nar» (hommes d'argile et homme de feu), produite par l'association de wilaya «Sada El Founoun», a été présentée, samedi, à la Maison de la culture «Mouloud Kacem Naït Belkacem» de Tissemsilt.

Ecrite par Wahid Metahri et mise en scène par Rabah Hella, la thématique de la pièce tourne autour de la dualité entre le bien et le mal, deux natures représentées par un groupe de personnes qui incarnent les hommes en argile et les hommes de feu.

Sept comédiens membres de l'association précitée ont été distribués pour camper différents rôles dans cette pièce. Rachid Harrouche, président de «Sada El founoun» a souligné que cette production a été produite et mise en scène avec le soutien du Fonds national pour la promotion et le développement des arts, relevant du ministère de la Culture et des Arts.

La pièce sera prochainement présentée dans les wilayas de Tipasa et El Bayadh, a ajouté le responsable, précisant que l'association produira prochainement d'autres pièces pour adultes et enfants, dans le cadre de son programme annuel visant à promouvoir le 4ème art dans la wilaya et à encourager de jeunes talents.

R. C.

Site archéologique Hippone à Annaba

## Le Président italien exprime son admiration

**Le président de la République italienne, Sergio Mattarella, a exprimé dimanche après-midi à Annaba sa grande admiration pour le site archéologique Hippone dans le cadre d'une visite culturelle et touristique dans cette ville.**

M. Mattarella qui était accompagné, côté algérien, du Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, du ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, et de la ministre de la Culture et des Arts, Wafa Chaâlal, a suivi avec intérêt l'exposé qui lui a été présenté sur la collection du musée de ce site archéologique, au second jour de sa visite d'Etat en Algérie à la tête d'une importante délégation.

L'intérêt du Président italien s'est particulièrement porté sur les diverses pièces de mosaïques et a demandé au présentateur de l'exposé des informations complémentaires sur les matériaux utilisés, la qualité du marbre et de ses vives couleurs.

Devant un monument votif en bronze remontant au 1er siècle avant notre ère dédié à la victoire de Jules César sur ses rivaux soutenant le consul Pompée en 46 avant J.-C., le Président italien a montré un grand intérêt pour cette pièce archéologique qui, selon les explications qui lui ont été données, est unique au monde.

L'hôte de l'Algérie a également manifesté son admiration pour le paysage du site de la cité archéologique Hippone qui s'étend sur plus de 70 hectares dont seulement 26 hectares ont fait l'objet de fouilles.

### Ville archéologique Hippone, référence civilisationnelle aux racines lointaines

La ville antique Hippone de Annaba (Nord-est de l'Algérie) est l'un des témoins de la civilisation et de l'histoire lointaine de l'Algérie qui a connu la succession de plusieurs civilisations et contribué à l'édification de l'histoire de l'humanité. Comptoir phénicien au 12<sup>e</sup> siècle av. J.-C. puis agglomération punique prospère, Hippone devient une métropole numide du roi berbère Massinissa avant son annexion par les Romains pour constituer une de leurs importantes provinces en Afrique du Nord. Les fouilles archéologiques et les ruines du site, visitées di-



manche par le Président italien Sergio Mattarella, témoignent encore de son histoire très lointaine. Confié à l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés, le site d'Hippone s'étend sur 70 ha dont 26 ha ayant fait l'objet de fouilles, qui ont donné lieu à la découverte de multiples vestiges appartenant aux civilisations numides et phéniciennes puis celles romaines et islamiques, dont 4.500 m<sup>2</sup> de mosaïques représentant les multiples facettes de ces époques lointaines.

Le site renferme des vestiges de grande importance historique, dont un quartier résidentiel d'où provient la plupart des mosaïques attestant l'opulence de la cité, le quartier chrétien où se trouve la basilique où officiait Saint Augustin, des thermes, le forum, un théâtre et de nombreuses statues de personnages antiques. Le musée d'Hippone renferme, en outre, une collection de 10.000 pièces archéologiques précieuses et rares dont des sculptures, des mosaïques, des pièces de monnaie, des vases, des ustensiles, des statues en bronze et le masque de la Gorgone volé puis restitué en 2020. Le site d'Hippone est le troisième en Algérie à bénéficier d'un plan de sauvegarde.

Les autorités publiques œuvrent actuellement en faveur de sa classification mondiale, a assuré à l'APS le directeur du musée, Amara Nouara, qui a rappelé que le site a connu une opération de réhabilitation de son système de protection.

Le site accueille annuellement près de 15 000 visiteurs d'autant que, a-t-on noté, l'administration du musée a établi des circuits pour le tourisme historique et religieux incluant notamment la basilique de Saint Augustin se trouvant sur le site.

Le site accueille en outre régulièrement des étudiants, des chercheurs ainsi que les élèves des établissements scolaires dans le cadre d'activités péda-

gogiques initiées en coordination avec la direction de l'éducation, est-il indiqué.

### Le Président italien visite la Basilique Saint-Augustin à Annaba

Le Président Italien s'est également rendu à la Basilique Saint-Augustin à Annaba. Il a été accueilli par le représentant du Diocèse de Constantine et Annaba, le prêtre Theoneste Bazirikana, qui lui a présenté un exposé sur l'histoire de cette Basilique qui date du 19<sup>e</sup> siècle et sur la vie de Saint Augustin (354-430).

Le Président italien qui était accompagné du Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, du ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, et de la ministre de la Culture et des Arts, Wafa Chaâlal, a suivi un exposé détaillé sur ce monument religieux qui représente un symbole historique de la cohabitation et du dialogue des civilisations.

L'hôte de l'Algérie et la délégation qui l'accompagne ont reçu des explications sur les opérations de restauration engagées dans cette Basilique en 2013 pour qu'elle demeure un monument culturel, religieux et civilisationnel, et un symbole de la cohabitation et du dialogue des civilisations en Algérie et qui met en exergue le rôle joué par l'Algérie à travers l'histoire dans l'édification de la pensée et la civilisation humaine.

Au terme de sa visite dans la Basilique Saint-Augustin, le président Mattarella et le Premier ministre ont paraphé le livre d'or de la Basilique avant de prendre une photo souvenir devant ce monument historique.

Bâtie au 19<sup>e</sup> siècle sur le site archéologique romain d'Hippone dans la ville d'Annaba (Nord-est de l'Algérie) et constituant un monument historique et un

symbole de la cohabitation et du dialogue des religions, la basilique a été inaugurée en 1900. Réalisée dans un style à la fois mauresque, romain et byzantin, elle possède une renommée mondiale liée à la pensée et l'humanisme de Saint Augustin (354/430), théologien, philosophe et l'un des quatre pères fondateurs de l'église latine dont elle porte le nom.

La basilique de l'évêque d'Hippone qui se dresse sur le sommet de la colline Boukhadra sur un site de ruines romaines constitue un lieu de culte, mais aussi une destination touristique. Ce monument catholique a fait l'objet de plusieurs opérations de restauration terminées en 2013 au terme de 32 mois de travaux engagés pour un montant de 500 millions DA octroyés par les autorités publiques algériennes, des instances ecclésiastiques et des associations.

La basilique Saint-Augustin qui relève du diocèse de Constantine-Annaba comprend une salle de prière, trois autels et le gisant de saint Augustin mettant en évidence son cubitus, outre la maison du prêtre et plusieurs ailes dont l'une servant d'hospice pour les personnes âgées.

### Le Président italien en visite au Bastion 23

Le Président Italien, Sergio Mattarella, A également Effectué Une Visite Au Palais Des Raïs-Bastion 23, Où Il A Reçu Des Explications Sur La Coopération Entre L'Algérie Et L'Italie En Matière De Restauration Du Patrimoine.

Le président italien a visité les palais et les petites maisons qui forment cet ensemble historique restauré par des experts italiens en 1994.

Dans ce monument historique, classé au patrimoine mondial de l'humanité dans le secteur sauvegardé de la Casbah d'Alger, la directrice des lieux, Faiza Riache, a fait une présentation sur l'histoire du Palais des Raïs et sur les différentes étapes de sa restauration.

Seul témoin du prolongement de la Casbah jusqu'à la mer après les modifications urbaines coloniales, le Bastion 23 a été achevé en 1750 après deux siècles de construction et d'évolutions.

Lors de sa sortie dans la capitale, le président italien, Sergio Mattarella, a également inauguré un square baptisé du nom d'Enrico Mattei (1906-1962), ami de la Révolution et symbole de la coopération entre les deux pays.

Le Président italien, Sergio Mattarella, s'est également rendu au Jardin d'essais d'El Hamma.

R. C.



## Algérie-Burkina Faso

# «Très content du retour de notre public»

→ Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football, Djamel Belmadi, s'est dit grandement réjoui de voir enfin les supporters algériens revenir dans les gradins, à l'occasion du match Algérie-Burkina Faso, prévu le mardi 16 novembre 2021 au stade Mustapha-Tchaker de Blida (17h), pour le compte de la 6<sup>e</sup> et dernière journée du groupe A des éliminatoires de la Coupe du monde 2022.

«Le retour de notre public au stade de Tchaker, à l'occasion du match décisif face au Burkina Faso, me réjouit bien évidemment. Nous avons toujours œuvré pour ça. Nous remercions les pouvoirs publics et tous les acteurs qui ont contribué en répondant favorable à quelque chose qu'on a toujours souhaité», a indiqué Belmadi dimanche, lors de la conférence de presse au



Les Verts impatients de retrouver le public. (Photo > La NR)

Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, consacrée à la préparation de la sélection algérienne pour le match du vendredi prochain au Caire, contre Djibouti, pour le compte de la cinquième journée des qualifications pour la Coupe du monde 2022.

Néanmoins, le coach national souhaite que tout se passe bien, lors de la rencontre décisive contre le Burkina Faso, lançant un appel aux supporters qui vont prendre place sur les gradins du stade de Mustapha-Tchaker, pour «être

bon élève». «Il faut respecter les équipes devant lesquelles on va jouer. Il faut que ça se passe, vraiment, bien. Ça nous faisait très mal de les voir empêchés d'entrer au stade pour soutenir leur équipe, à cause évidemment de la situation sanitaire (Covid-19). Franchement, leur présence c'est plus que du soutien. Le fait de les voir près de nous et de prendre de la joie, en encourageant les joueurs et les booster, nous rend heureux et nous donne de la joie de continuer de les procurer des émotions

agréables et profondes», a-t-il dit. Rappelant que suite aux décisions des autorités publiques, notamment les instructions de Monsieur le Premier ministre, portant réouverture des enceintes sportives au public et sur demande de la Fédération algérienne de football (FAF), sur la base de l'accord des autorités sanitaires algériennes, la Confédération africaine de football (CAF) a donné son accord pour la présence de 14 000 spectateurs pour le match Algérie-Burkina Faso.

La CAF a décidé, entre outre, de mettre en place une nouvelle procédure pour permettre la présence du public dans toutes les compétitions.

En conséquence, toute association membre souhaitant admettre des spectateurs dans les stades lors de ses matches à domicile devra respecter certaines conditions exigées par la FIFA/CAF et auxquelles a satisfait la FAF avec l'accompagnement des autorités algériennes.

«Dans les prochains jours, la FAF portera à la connaissance du grand public les procédures nécessaires pour l'acquisition des billets d'entrée au stade dans le cadre d'un dispositif adapté aux exigences de l'autorité sanitaire», conclut la même source.

R. S.

## EN DEUX MOTS

### Ligue 1 : Le MCA sur la lancée, le CRB se réveille

La troisième journée du Championnat de Ligue 1 a été intéressante à suivre, à commencer par le match choc entre le NA Hussein Dey et la JS Kabylie qui s'est terminé sur un score de parité (2-2) alors que l'équipe locale menait (2-0) jusqu'à la dernière minute avant que les Canaris ne renversent la vapeur. Au stade 5-Juillet, le MC Alger s'est fait un plaisir de s'imposer (2-0) face au nouveau promu, le WA Tlemcen. Un peu plus loin, le CR Belouizdad qui reste sur deux contres-performances face au CSC et au MCA, s'est racheté en allant battre le Paradou chez lui (1-3). La JS Saoura, elle, n'a pas raté l'aubaine d'accueillir l'USM Alger pour lui infliger une courte mais importante défaite (1-0), alors que l'ES Sétif s'est fait surprendre à domicile par l'ASO Chlef qui l'a contraint au nul. Le RC Arbaâ, lui, continue de patauger en se contentant du match nul à home par le nouveau promu, le HB Chelghoum Laïd.

Sofiane G.

Les résultats complets :

CSC - NCM 1-0  
ESS - ASO 0-0  
USB - RCR 1-0  
NAHD - JSK 2-2  
RCA - HBCL 0-0  
PAC - CRB 1-3  
OM - MCO 1-0  
JSS - USMA 1-0  
MCA - WAT 2-0

## Belmadi

### «Belaïli est en période de réathlétisation»

→ Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, s'est montré rassuré par l'état de santé du milieu offensif Youcef Belaïli (Qatar SC), touché à la cheville, à la veille des deux dernières journées (Gr A) des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar. «Belaïli a eu une petite entorse de la cheville, il est avec nous en travaillant avec le préparateur physique, il est en période de réathlétisation, ça se passe bien pour lui», a indiqué le coach national, lors d'une conférence de presse

tenue au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. L'Algérie se déplacera au Caire (Egypte) pour défier vendredi le Djibouti (14h), avant de recevoir le Burkina Faso, mardi 16 novembre au stade Mustapha-Tchaker de Blida (17h), pour le compte de la 6<sup>e</sup> et dernière journée des éliminatoires.

Blessé lors d'un match de championnat avec son club, Belaïli sera ménagé face à Djibouti, pour être prêt à 100% face au Burkina Faso, lui qui n'a pas joué les deux derniers matches de Qatar SC.

Outre le défenseur de Genoa (Italie) Mohamed Farès, victime d'une blessure musculaire, l'équipe nationale sera privée des services du milieu de terrain de l'OGC Nice (France) Hicham Boudaoui, qui souffre d'une lombalgie, et dont la période d'indisponibilité est estimée entre 4 et 6 semaines. «Hicham est blessé depuis un moment déjà, il souffre de douleurs au bas du dos, une blessure qui s'est peut être amplifiée, j'espère qu'il reviendra vite parmi nous. Je ne suis pas suspicieux, j'ai parlé avec le joueur et j'ai eu même le directeur sportif de l'OGC Nice (Julien Fournier, ndlr) au téléphone hier. C'était inutile pour lui de se déplacer à Alger pour faire constater sa blessure, on n'est pas à ce niveau-là», a expliqué Belmadi. Non convoqué en équipe nationale depuis mai dernier, à l'occasion des matches amicaux dis-

putés face à la Mauritanie (4-1), au Mali (1-0), et à la Tunisie (2-0), le milieu défensif Adlène Guedioura (Sheffield United/Angleterre), a été opéré jeudi de la cheville, et sera indisponible pour 8 semaines. Belmadi a tenu à lui souhaiter prompt rétablissement. «Ça fait longtemps que Guedioura n'est plus convoqué. Nous avons construit cette équipe pour permettre à tout le monde de s'exprimer, nous ne l'avons pas bâti sur un seul élément seulement. On lui souhaite bon rétablissement, il a encore de l'ambition pour jouer en équipe nationale, mais on doit donner la possibilité à d'autres pour montrer de quoi ils sont capables, à l'image de Ramiz Zerrouki et Adam Zorgane. Le malheur des uns fait le bonheur des autres», a souligné le sélectionneur.

R. S.

## CAN de tennis

### «Aller le plus loin dans la compétition»

→ Les équipes nationales seniors de tennis (messieurs et dames), engagées en Coupe d'Afrique des nations, prévue du 8 au 14 novembre à Tunis (Tunisie), auront comme objectif «d'aller le plus loin dans la compétition», estime le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Abdelkrim Saadallah. «Lors de ce rendez-vous continental, l'objectif est d'aller le plus loin dans la compétition. Certes, ce sera très difficile dans le tableau des messieurs en raison du niveau assez relevé attendu des rencontres, mais il est sûr que les nôtres vont se donner à fond dans les deux tableaux et pourquoi pas jouer les play-offs», a indiqué le DTN à l'APS. L'équipe des messieurs est représentée par Mohamed Nazim Makhlof, Toufik Sahtali et Mohamed Amine Aissa-Khalifa, tandis que celle des filles, est présente avec Amira Benaïssa, Lynda Benkaddour et Yasmine Boudjadi. «En vue de ce rendez-vous continental, nous

avons engagé deux équipes, chacune est composée de trois noms. Il s'agit d'une compétition par équipes très importante pour nous, car elle nous servira de repaire et de préparation pour les prochains Jeux méditerranéens 2022», a-t-il ajouté. Outre l'Algérie, les joutes tunisiennes regrouperont onze autres pays, à savoir, la Tunisie (pays hôte), Burkina Faso, Comores, Egypte, Ethiopie, Kenya, Mali, République Démocratique du Congo (RDC), Libye, Mauritanie et Zimbabwe. Les sélections nationales «messieurs et dames» sont conduites, respectivement, par le directeur des équipes nationales (DEN), Noujeim Hakimi, et le directeur des jeunes talents (DJTS) Wakil Keciba. L'Algérie sera fixée sur ses adversaires ce dimanche en fin journée lors du tirage au sort de la compétition. Les deux meilleurs résultats en simple et en double devront être déterminants pour l'épreuve par équipes de ce rendez-vous continental. ■

## FAF

### Le nouveau SG installé

→ Le président de la Fédération algérienne de football, Charaf-Eddine Amara, a présidé aujourd'hui au siège de la Fédération à Dély Ibrahim la cérémonie officielle d'installation de Monsieur Debbichi Mounir dans ses fonctions de nouveau secrétaire général de la FAF en remplacement de M. Saâd Mohamed.

La cérémonie d'installation, précédée de la passation de services entre les deux secrétaires généraux, a également vu la présence du vice-président de la FAF et président de la commission du football professionnel, D'Yacine Benhamza, et de Rachid Oukali, membre du bureau fédéral et président

de la commission des finances. Docteur en sciences technologiques du sport de l'école supérieure en sciences et technologie du sport (ES/STS), le nouveau SG de la FAF est enseignant-chercheur et maître de conférences «A» et directeur du laboratoire de recherche des technologies de l'entraînement sportif. Outre ses activités académiques, M. Debbichi connaît le football national où il fut d'abord arbitre fédéral, chef de département au niveau de la commission fédérale de l'arbitrage puis directeur national de l'arbitrage. Entre 2017 et 2020, le nouveau SG de la FAF a été SG de la SSPA/USMA. ■



LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE  
Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.  
Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1<sup>er</sup>-Mai - Alger.  
Tél. : 021 6710.44/6710.46  
Fax : 021 6710.75.  
Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1.114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.  
Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki** Directeur commercial : **Ouahid Kouba** Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPAL** Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages  
Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**. Diffusion centre : **SEDICOM**. Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : *La Nouvelle République*, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.



**en direct**

**Belmadi**

«Belaïli est en période de réathlétisation»

**le match à suivre**

**Ligue 1**

Le MCA sur la lancée, le CRB se réveille

**football**

**Equipe nationale A'**

24 joueurs retenus pour le stage de Dubaï

Conférence de presse de Djamel Belmadi :

# «Nul ne peut nous déstabiliser»

→ Une conférence de presse en plein tirs croisés de plusieurs sélectionneurs, qui semble ne pas déranger Djamel Belmadi, l'entraîneur des Verts.

On retiendra les toutes dernières, celles du sélectionneur du Burkina Faso et du sélectionneur des Lions de l'Atlas. On s'attendait à une réaction de Belmadi, mais il a préféré laisser juste un message à Halilhodzic, qui lors de sa conférence de presse disait «on ne dépend pas d'un joueur comme l'Égypte avec Salah, l'Algérie avec Mahrez, le Sénégal avec Mané. On dépend d'un collectif». Mettant ainsi en avant la force de son collectif en comparant son équipe avec les tops sélections africaines du moment. Un raccourci que le sélectionneur algérien n'a pas forcément apprécié, comme il l'a signifié ce dimanche en conférence de presse ! «Halilhodzic a le droit de parler. On verra si il nous vient l'occasion de lui répondre sur le terrain». Poursuivant sa conférence de presse, il évoquera le prochain match contre Djibouti au Caire «on part avec une grande joie en Égypte, cela va nous rappeler de bons souvenirs, et pour cela, on a pris le même hôtel qu'à la CAN». Un style de discours qui a énormément plu à ses hommes qui n'avaient pas manqué de commenter cette réaction après ladite conférence. C'est dire que nulle ne peut déstabiliser le groupe.

**Le Djibouti servira de préparation...**

Coupe du monde et CAN, comment les partager. Pour Belmadi, il ne s'agit pas de choisir un menu, mais de travailler dur pour s'imposer sur les deux terrains «notre objectif est la qualification à la Coupe du monde, mais sans se détacher de la CAN...»

Il estime que le match face à Djibouti est d'ailleurs très important chaque occasion est un pas de plus dans la concentration... Face au Djibouti, au-delà du résultat, il y a la préparation du match face au Burkina Faso, et c'est l'occasion de déceler les joueurs en manque de jeu et ceux qui méritent d'être sur le terrain.



■ Belmadi ne semble pas être dérangé par les provocations adverses.

(Photo : D. R.)

**Belaïli, un joueur de qualité**

Construite sur un joueur, comme le retentait un sélectionneur, «nous, on est un groupe». Enchaînant ensuite sur une autre question relative à la rumeur qui prend feu sur Belaïli. Il indiquera que «ces rumeurs ne m'étonnent pas. Il ya des personnes qui y travaillent pour en produire plus, c'est regrettable de porter atteinte à la dignité d'un joueur comme Belaïli qui est un excellent joueur, et de surcroît d'une très grande famille... Je ne suis pas surpris par rapport à tout ça, je suis dépité. Nous nous aimons ce que nous faisons, c'est ce que nous savons faire et ça fait partie de l'histoire de notre pays, en tant que joueur, en tant qu'entraîneur...»

**Nous sommes heureux d'avoir des supporters à nos côtés**

«La principale raison qui fait que nous soyons là, c'est tout l'amour que nous portons pour ce pays. On aime notre pays, on aime le pays dans toute sa composante. On donne le maximum pour lui, pour notre peuple, mais on nous le rend bien, notamment par le soutien qui s'exprime par l'au-

torisation de laisser le peuple rentrer au stade pour le dernier match, nous avons très mal, lorsqu'on arrive au stade de Blida et nous constatons impuissant que des jeunes algériens sont là dehors à nous accueillir sans pour autant pouvoir rentrer, ça nous faisait mal. Maintenant, voir le peuple nous soutenir est quelque chose de grandiose. Sur un autre registre, on évoque la nouveauté au sein de la composante de l'équipe. Il dira à ce sujet «nous évoluons, ce n'est pas le même groupe, les choses évoluent, mais tu es performant, tu es performant, lorsque tu ne l'est pas, tu sors».

**Le professionnalisme n'est pas encore...**

Enfin, en réponse à une question relative à une prospection de nouveaux joueurs, il affirmera «il y a un manque de solution, un manque de professionnalisme, on ne sait pas encore comment préparer un calendrier puis on évoque le Covid. Pour moi, le Covid a démontré le manque de professionnalisme en Algérie, je pense le jour où on réglerait le problème de calendrier, on aura réglé un gros souci. Je pense qu'il faut dia-

gnostiquer et prendre les choses sérieusement. L'urgence est de situer le rôle du professionnalisme algérien». Deux compétitions internationales qui s'enchaînent, Coupe du monde et Coupe d'Afrique, est-ce que ce n'est pas dur comme épreuve pour les joueurs ? Il faut comprendre. Moi je veux rentrer dans les aspects technique-tactiques. Je regarde les conférences de presse de tous les entraîneurs, notamment celles de mes adversaires. Il y a beaucoup d'enseignement à tirer, surtout lorsque vous avez des entraîneurs lorsqu'ils sont face aux micros, ils s'excitent et racontent leurs vies... J'ai l'impression qu'ils n'ont rien à faire que de s'occuper de nous. J'estime que le match a commencé derrière le micro, sauf que nous, nous ne fonctionnons pas ainsi. Pour nous, les choses se passent sur le terrain...»

**Synthèse de H. Hichem**

**A voir**

- Canal + Sport : Tasman - Wellington à 20h45
- Eurosport 1 : Next Gen ATP Finals à 19h30

**La Der**

## Equipe nationale A' : 24 joueurs retenus pour le stage de Dubaï

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football A', Madjid Bougherra a retenu une liste de 24 joueurs, pour le stage prévu du 8 au 16 novembre 2021, prévu à Dubaï aux Emirats Arabes Unis dans le cadre de la préparation de la Coupe arabe des nations de la FIFA - Qatar 2021 (30 nov-18 déc), a indiqué dimanche, un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF). La sélection nationale s'envolera demain, lundi 8 novembre, en direction de Dubaï où elle disputera deux rencontres amicales contre la Nouvelle-Zélande (le 12/11) et le Soudan du Sud (le 15/11).

Le stage de Dubaï sera le 4<sup>e</sup> depuis la nomination de Bougherra à la tête de la sélection A', après ceux organisés en juin, août, et octobre, ponctués par des matches amicaux face au Liberia à Oran (5-1), la Syrie (2-1) et le Burundi (3-0) à Doha, et récemment devant le Bénin à Alger (3-1).

En Coupe arabe des nations de la FIFA - Qatar-2021, les protégés de l'entraîneur Madjid Bougherra joueront, respectivement, le Soudan (1<sup>er</sup> décembre), le Liban (4), et enfin l'Égypte, le mardi 7 décembre. Outre la prochaine Coupe arabe de la Fifa, la sélection algérienne A'

prépare également le Championnat d'Afrique des nations (CHAN), prévu en 2023 en Algérie.

**Liste des 24 joueurs retenus pour le stage de Dubaï :**

Gaya Merbah, Saidi Zakaria, Aberrahmane Medjadel, Laouafi Youcef, Mesmoudi Boualem, Bouguerra Aïmen, Chetti Ilyes, Hadded Mouad, Keddad Chouaib, Benayada Houcine, Tougai Mohamed Amine, Benabdi Aziz, Benhamouda Billel, Debbih Chouaib, Draoui Zakaria, Kendouci Ahmed, Mrezigue Houssein, Sayoud Amir, Bendebka Sofiane, Zerrouki Merouane, Bensayah Rida, Boutmene Zineddine et Deghmoum Abderahim.